

Association Sasakawa pour l'Afrique
et Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation
à la vulgarisation

RAPPORT ANNUEL 2017



« Nourrir l'avenir »

Contents

À propos de la SAA et de SAFE	1
Introduction de la Présidente du Conseil d'administration	2
Message du Président	4
Message de la Directrice exécutive	5
Rapport de gestion 2017	6
Thématique 1 Amélioration de la productivité agricole (APA)	8
Thématique 2 Systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)	10
Thématique 3 Partenariat public-privé et accès au marché (PPP&AM)	12
Thématique 4 Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE)	14
Thématique 5 Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)	18
Éthiopie	20
Mali	22
Nigéria	24
Ouganda	26
Publications	28
Rapport financier	29

Sigles

ACAI	Initiative agronomique sur le manioc africain
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACV	Acteur de la chaîne de valeurs
AD	Agent de développement
AFAAS	Forum africain pour les services de conseil rural
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
AGRF	Forum sur la révolution verte en Afrique
APA	Amélioration de la productivité agricole
APB	Association de produits de base
ATA	Agence de transformation agricole
BPA	Bonne pratique agricole
CCAFS	Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire
CDU	Centre pour le développement universitaire
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CFA	Centre de formation agricole
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIM	Centre d'informations de marché
CIMMYT	Centre international d'amélioration du maïs et du blé
DG	Digital Green
EAAP	Association éthiopienne des professionnels de l'agriculture
EIAR	Institut éthiopien de recherches agricoles
ESPHM	Association éthiopienne de gestion post-récolte
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBMG	Fondation Bill & Melinda Gates
FC	Facilitateur communautaire
FCA	Agence fédérale de coopération (Éthiopie)
FdF	Formation de formateurs
FIDA	Fonds international de développement agricole
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
IFDC	Centre international de développement des engrais
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
IPNI	Institut international de nutrition des plantes
IPR/IFRA	Institut polytechnique rural pour la formation et la recherche appliquée (Mali)
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MAAIF	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (Ouganda)
MARN	Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles (Éthiopie)
MAVCP	Plateforme multipartite de chaînes de valeurs
MCS	Multiplication communautaire des semences
MFTC	Centre mobile de formation des producteurs
MNT	Modèle numérique du terrain
NAAD	Services nationaux de conseil agricole (Ouganda)
NAPB	Négociant d'associations de produits de base
NARO	Organisation nationale de recherche agricole (Ouganda)
NARS	Système national de recherche agricole



Un riziculteur se servant d'un motoculteur promu par la SAA à Molodo, au Mali

NF	Nippon Foundation
NIRSAL	Nigeria Incentive-Based Risk Sharing System for Agricultural Lending
NUC	Conseil national des universités (Nigéria)
NuME	Projet de Maïs nutritif pour l'Éthiopie
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation paysanne
OSCA	Association de centres multiservices
PAA	Plateforme d'apprentissage agricole
PAdM	Parcelle d'adoption de modèle
PAM	Programme alimentaire mondial
PAT	Parcelle d'adoption des technologies
PC	Pratique communautaire
PDC	Parcelle de démonstration communautaire
PHTC	Centre d'échanges et de systèmes post-récolte
PICS	Sacs PICS pour le stockage amélioré des récoltes développés par l'Université Purdue
POM	Plan opérationnel mondial
PPP&AM	Partenariat public-privé et accès au marché
PRAI	Systèmes post-récolte et agro-industrie
PS	Plan stratégique
PSC	Parcelle de semences communautaires
PSP	Prestataire de services privé
PTP	Parcelle d'essai de production
PVC	Parcelle de variétés communautaires
P4P	Achats pour le progrès
QPM	Maïs à forte teneur en protéines
RUFORUM	Forum régional des Universités pour le renforcement des capacités en agriculture
SAA	Association Sasakawa pour l'Afrique
SAFE	Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation
SEA&D	Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination
SEP	Stage supervisé en entreprise
SG 2000	Sasakawa Global 2000
SGU	Super granules d'urée
SIC	Service d'information sur le climat
SIG	Système d'information de gestion
SNNPR	Région des nations, nationalités et peuples du Sud (Éthiopie)
SUA	Université agricole de Sokoine (Tanzanie)
TAMASA	Extension de l'agronomie du maïs en Afrique
TCI	Technologie climato-intelligente
TOP	Parcelle à option technologique
UDP	Placement profond de l'urée
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VBV	Vulgarisation à base de vidéo
VCI	Village climato-intelligent
VODP	Projet de développement des huiles végétales
VSLA	Association villageoise de prêts et d'épargne
WAD	Démonstration par bon destinée aux femmes

À propos de la SAA et de SAFE

Fondée en 1986 par Ryoichi Sasakawa, Norman E. Borlaug et le Président Carter, l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) concentre ses activités sur quatre programmes-pays en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Cogérée à l'origine par le Carter Center à Atlanta en Géorgie (États-Unis) sous la tutelle de la SAA, Sasakawa Global 2000 (SG 2000) a permis à l'ancien Président des États-Unis, Jimmy Carter, et à ses conseillers d'élaborer, conformément aux objectifs du programme, des orientations politiques à l'intention des dirigeants nationaux. Le financement de la SAA est principalement assuré par la Nippon Foundation

du Japon, dont le président du conseil d'administration est Yohei Sasakawa et le Président exécutif, Takeju Ogata. L'appellation SG 2000 reste très souvent employée pour décrire les programmes de l'association. La SAA s'appuie sur le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) – une organisation juridiquement distincte également financée par la Nippon Foundation – pour assurer un leadership afin de renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la vulgarisation agricole. Les deux organisations ont un Conseil d'administration commun et travaillent ensemble à l'harmonisation et à la mise en œuvre de leurs ordres du jour parfaitement complémentaires.



Le Coordonnateur de la thématique SEA&D pilote la discussion en *focus group* avec un groupement de producteurs du village d'Awili dans le district d'Apac en Ouganda

Fondateurs de la SAA

Ryoichi Sasakawa
(Fondateur de la Nippon Foundation)

Norman E. Borlaug
(Prix Nobel de la paix)

Jimmy Carter
(ancien Président des États-Unis)

Conseil d'administration de la SAA

Takeju Ogata

Shuichi Ohno

Katsumi Hirano

Bureau de la SAA

Ruth K. Oniang'o,
Présidente du Conseil d'administration

Yoshimasa Kanayama, Président

Fumiko Iseki, Directrice exécutive

Jean F. Freymond, Directeur

Nicéphore D. Soglo
(ancien Président du Bénin), Directeur

Amit Roy, Directeur

Contrôleur de gestion de la SAA

Keiichiro Yamada, Contrôleur de gestion

Personnel principal de la SAA/ de SAFE

Direction exécutive

Yoshimasa Kanayama, Président

Fumiko Iseki, Directrice exécutive

Direction

Juliana Rwelamira, Directrice générale de la SAA

Deola Naibakelao, Directeur général de SAFE

Encadrement supérieur (Bureau régional)

Bidjokazo Fofana, Directeur thématique, Amélioration de la productivité agricole

Leonides Halos-Kim, Directrice thématique, Systèmes post-récolte et agro-industrie

Kebba Ngumbo Sima, Directeur thématique, Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Ande Okiror, Directeur thématique par intérim, Partenariat public-privé et accès au marché

Encadrement supérieur (Bureaux nationaux)

Aberra Debelo, Directeur national – Éthiopie

Sokona Dagnoko, Directrice nationale – Mali

Sani Miko, Directeur national – Nigéria

Roselline Nyamutale, Directrice nationale – Ouganda

Personnel associé à SAFE détaché de Winrock International

Mercy Akeredolu, Directrice technique SAFE

Assa Kanté, Coordonnatrice régionale SAFE

Oladele Idowo, Coordonnateur régional SAFE

Page de couverture :

Habiba Ahmed (à gauche) et Halimus Umar (à droite) dans leur rizière de l'État de Gombe au Nigéria, suite à des interviews lors desquelles elles ont raconté leurs succès grâce à leur collaboration avec la SAA

(en décembre 2017)

Introduction de la Présidente du Conseil d'administration

Ruth K. Oniang'o

Relever les défis

Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nombreux défis – mais je suis convaincue que la SAA saura les relever. Il est indéniable que la nutrition en fait partie. Récemment, j'ai écrit que la nutrition est une question importante et que nous ne devrions pas oublier qu'il s'agit d'une science complexe. Pour que la sécurité alimentaire et la nutrition de l'Afrique aboutissent et empêchent les enfants de mourir et permettre à la majorité de nos populations d'avoir des repas décents, nous devrions d'abord savoir apprécier notre propre alimentation et ses avantages nutritionnels.

Dans les pays phares de la SAA, les groupements de femmes ont un rôle crucial à jouer non seulement en tant que productrices de denrées, mais aussi comme cuisinières et comme mères de famille. C'est là un rôle que nous tenons particulièrement à encourager et j'éprouve beaucoup de plaisir à voir nos groupements de femmes vendre des produits de qualité sur une plus grande variété de marchés, comme les supermarchés, où la classe moyenne africaine en plein essor – avec son revenu disponible – peut faire montre d'un choix éclairé pour préparer le plat familial.

L'importance de la nutrition a été soulignée lorsque j'ai reçu le Prix africain de l'alimentation 2017, distinction que j'ai partagée avec Maïmouna Sidibe Coulibaly, qui produit et distribue des semences de qualité au Mali et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Il ne fait aucun doute que l'Afrique a fait de rapides progrès dans la réduction de la famine au cours des vingt dernières années – en partie, parce que l'agriculture a su s'imposer à grands pas comme un secteur essentiel pour la croissance et le développement. Mais, comme mes collègues de la SAA le soulignent clairement dans ce rapport, il y a beaucoup d'autres défis colossaux qui nous attendent, et notamment les nouveaux ravages provoqués par la chenille légionnaire d'automne.

Un récent rapport du prestigieux Panel Malabo Montpellier déclare : « La croissance de la population, les changements démographiques et l'urbanisation exercent des pressions sur les systèmes alimentaires pour accroître les rendements et faire en sorte qu'il y ait plus de denrées disponibles, mais aussi produire des aliments plus variés et plus nutritifs et ainsi répondre à toutes les formes de malnutrition. »

Il convient à ce stade de rappeler l'Objectif de développement durable des Nations Unies (ODD2) qui vise à « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. » Toujours d'après le rapport du Panel Malabo Montpellier, la stratégie et feuille de route du mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) pour 2016-2020 soulignent l'importance de la nutrition comme ordre du jour universel indissociable de la réalisation des ODD et de la Décennie d'action sur la nutrition des Nations Unies.

Comme on peut le voir à la lecture des pages suivantes, nous nous tenons du côté des exploitants familiaux que nous défendons dans les pays où nous intervenons. Leurs problèmes sont les nôtres. De concert avec les ministères de l'Agriculture, nous démontrons des technologies éprouvées, tandis que ces derniers portent les technologies au plus grand nombre possible de producteurs pour garantir leur adoption. Grâce à cette approche, beaucoup d'exploitants familiaux tirent parti de nos efforts. Les agriculteurs que nous parvenons à toucher

sont légion – fait remarquable et sans doute inégalé pour une organisation non gouvernementale d'une taille comme la nôtre. Norman E. Borlaug parlait de « mettre le feu aux communautés locales », de mobiliser les populations agricoles d'Afrique pour faire en sorte que les dirigeants politiques entendent leur voix et agissent. Nous sommes convaincus que ces dirigeants à présent nous écoutent.

Comme nous l'avons dit dans l'introduction de ce rapport, nous aussi sommes confrontés à des changements et à des heures difficiles à la SAA. Mais, lorsque nous revenons sur les mois écoulés, je tiens à féliciter notre nouvelle équipe de direction pour son engagement à maintenir l'élan au service de l'Afrique. Nous allons compter sur ce mouvement dans les mois et les années à venir.



Des étudiantes de l'Université Bayero au Nigéria se joignent à Ruth Oniang'o pour célébrer son Prix africain de l'alimentation 2017



Ruth Oniang'o et la Directrice générale de la SAA, Juliana Rwelamira, visitent une parcelle d'adoption de modèle (PAdM) d'un groupement de femmes pour la culture de riz au Nigéria



Ruth Oniang'o reçoit le Prix africain de l'alimentation à l'occasion du Forum sur la révolution verte en Afrique de 2017 (AGRF) à Abidjan, en Côte d'Ivoire. De gauche à droite : Prof. Ruth Oniang'o ; S.E. M. Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire ; Mme Maimouna Sidibe Coulibaly, colauréate du Prix africain de l'alimentation ; et S.E. M. Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigéria



Des femmes rurales assistent à une formation en nutrition à Mota, dans la zone Est Godjam de la région d'Amhara en Éthiopie

Prof. Ruth Oniang'o est diplômée kényane de l'Université de l'État de Washington à Pullman et de l'Université de Nairobi. Elle a enseigné dans des universités kényanes et est professeure associée à la Tufts University dans le Massachusetts. Fer de lance de la politique du Kenya en matière d'alimentation et de nutrition qu'elle a menée à bien, elle a facilité la mise en place de services de nutrition en Afrique et a donné plus de poids à ces questions sur la scène internationale. Prof. Oniang'o a siégé au parlement kényan ; créé Rural Outreach Africa au service des exploitantes familiales et fondé l'African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development pour mettre en exergue les enjeux africains. Elle est Présidente du Conseil d'administration de l'Association Sasakawa pour l'Afrique et du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation, reprenant vaillamment le flambeau de leur cofondateur, feu Norman Borlaug, qui fut Président de la SAA et de SAFE. En 2014, le prix d'excellence pour l'ensemble de sa carrière lui a été décerné par l'International Food and Agribusiness Management Association (IFAMA) et elle est membre du Conseil du Centre for Agriculture and Biosciences International (CABI), dont le siège se trouve près de Wallingford dans le comté d'Oxford au Royaume-Uni. Co-lauréate du Prix africain de l'alimentation 2017, elle défend farouchement la nutrition, l'éradication de la faim et la pauvreté, mais aussi l'émancipation des femmes et l'accompagnement des jeunes.

Prof. Hon. Ruth K. Oniang'o

Présidente du Conseil d'administration, Association Sasakawa pour l'Afrique

Présidente du Conseil d'administration, Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation



Message du Président *Yoshimasa Kanayama*

Je suis ravi de présenter notre Rapport annuel 2017 – l'une des années les plus marquantes dans l'histoire de la SAA.

2017 a surtout été une année de transformation pour la SAA comme pour SAFE, la SAA devenant une fondation générale dûment immatriculée au Japon. De ce fait, la SAA en Suisse a été transférée à la SAA au Japon à compter du 1^{er} janvier 2017, ce qui a entraîné de profonds changements du point de vue de la structure organisationnelle, de la gouvernance institutionnelle et des règles comptables. Un an plus tard, SAFE a été pleinement intégré dans la SAA, créant ainsi une organisation plus forte et plus performante pour relever les défis que pose le développement agricole de l'Afrique comme « une seule et même SAA ». Néanmoins comme les années précédentes, ce rapport, qui couvre nos activités en 2017, traite encore la SAA et SAFE comme deux entités séparées.

Notre processus transformationnel a également donné lieu à un changement de l'équipe de direction. M. Masaaki Miyamoto, ancien administrateur principal, a quitté l'organisation au début de 2017, et j'ai été nommé au poste de Président le 1^{er} juillet, tandis que Mme Fumiko Iseki était nommée Directrice exécutive. Ma nomination, fondée sur mon expérience de grands groupes commerciaux japonais, traduisait un changement de cap pour la SAA.

Pour une organisation qui se targue de plus de trente ans d'histoire, c'était là, sans aucun doute, un tournant majeur. Je venais du monde des sociétés commerciales, mais j'étais très motivé à l'idée de rejoindre l'équipe de direction de la SAA. Je crois franchement que, grâce à mon expérience et mon savoir-faire acquis sous divers horizons, je peux beaucoup contribuer aux efforts visant à faire de la SAA une organisation performante, dynamique et influente au service des exploitants familiaux.

L'esprit de travail en collaboration est crucial. Après tout, les organisations sont constituées d'hommes et de femmes et, sans le soutien et la collaboration du personnel, nous ne pourrions rien accomplir. Je suis convaincu qu'il s'agit là d'une vérité universelle pour toute organisation et que c'est un précepte que la SAA illustre parfaitement. Cette période de changement n'est pas sans présenter des défis mais c'est aussi pour nous une occasion de continuer à travailler ensemble en tant qu'« une seule et même SAA ».

Si la SAA change de cap, il en va de même pour le travail de proximité du Japon en Afrique. Lorsque la SAA a vu le jour en 1986, elle était la première organisation non gouvernementale (ONG) japonaise présente en Afrique, qui plus est dans le secteur agricole. Aujourd'hui, des grands groupes japonais tirent parti du potentiel présenté par l'Afrique et investissent dans un certain nombre de pays, encouragés par la croissance rapide de leurs infrastructures et de leur secteur manufacturier.

La cadence a été fixée par le gouvernement japonais par le biais du processus TICAD et des engagements souscrits. La sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de



Les membres du Conseil de la SAA prennent part à une cérémonie de plantation d'arbre à l'Association BAIIDA (Bugiri Agribusiness Institutional Development Association) organisée à l'occasion de la réunion du Conseil de la SAA à Kampala en Ouganda (novembre 2017)

l'Afrique (TICAD VI), en 2016, fut la première à se tenir en Afrique – à Nairobi – et elle a apporté au continent une large représentation du monde japonais des affaires. On se rappellera peut-être que la SAA a organisé un événement couronné de succès en marge de cette conférence lors duquel un mémorandum d'accord entre la SAA et la Banque africaine de développement avait été signé. D'ores et déjà, nous nous réjouissons des résultats fructueux de ce processus.

Ce Rapport annuel pour 2017, le premier qui soit présenté par notre nouvelle équipe de direction, présente un examen détaillé de nos opérations. C'est aussi un hommage à nos leaders et à notre personnel sur lesquels nous nous appuyons pour épauler les exploitants familiaux d'Afrique. Et puis c'est un témoignage de reconnaissance à la Nippon Foundation et à son Président, M. Yohei Sasakawa, qui continuent de financer l'essentiel des coûts de notre programme.



En qualité de Président de l'Association Sasakawa pour l'Afrique, Yoshimasa Kanayama supervise toutes les opérations de l'organisation. Avant de rejoindre la SAA, il a siégé au Conseil de la Japan Airlines Co. Ltd., où il était responsable des services comptables et financiers. Éminent professionnel, il a beaucoup d'expérience et une solide connaissance du milieu des affaires. Il a aussi été membre du conseil de la Billing System Corporation, Directeur financier de l'activité Logement et services connexes de la LIXIL Group Corporation et Président de la LIXIL Home Finance Corporation. Il est diplômé en économie de l'Université de Tokyo.

Message de la Directrice exécutive *Fumiko Iseki*

Lorsque j'ai été nommée Directrice exécutive en août 2017, j'avais déjà parfaitement conscience du parcours de plus de trois décennies de la SAA et de l'esprit de ses éminents fondateurs, Ryoichi Sasakawa, l'ancien Président des États-Unis, Jimmy Carter, et le Prix Nobel Norman E. Borlaug.

Pour moi, c'était bien sûr une formidable opportunité de revenir travailler en Afrique. Mais c'était aussi beaucoup plus que cela. Mes parents venaient de la génération japonaise ayant souffert de la faim durant la Seconde Guerre mondiale, de sorte que leur influence et leur expérience de cette sombre époque – et finalement la quête de la paix dans le monde – ont exercé une impression profonde et durable sur moi. Si, comme je me plaisais à penser, le monde pouvait consacrer de vastes ressources à une force destructrice comme la bombe atomique, qui avait décimé des centaines de milliers de vies humaines sur notre archipel, il ne faisait aucun doute que les mêmes ressources et la même énergie pouvaient être mises au service d'un développement constructif pour sortir les gens de la pauvreté, de la misère et de la faim. Fondamentalement, nous pouvions alors transformer et améliorer la condition humaine dans les pays en développement.

Cela m'a aidée à définir mon choix de carrière et a galvanisé mes futurs travaux. Pendant plus de 15 ans, j'ai passé l'essentiel de ma vie professionnelle en Afrique à aider les réfugiés et à travailler à la reconstruction dans les pays touchés par un conflit. J'ai été frappée par les relations étroites entre insécurité alimentaire, conflit et migration forcée. Comme l'affirme une étude internationale : « un pour cent de l'insécurité alimentaire augmente le flux de réfugiés de deux pour cent¹. » Je me suis donc attachée à être impliquée dans des travaux qui non seulement donnaient une assistance humanitaire aux réfugiés mais s'attaquaient aussi aux causes du problème. Je voulais, avant tout, travailler sur des solutions de prévention. L'une d'elles consistait à accroître les capacités des populations marginalisées pour qu'elles deviennent productives et, ainsi, contribuent à la suppression du fléau que constitue la faim, qui me rappelait tant les sacrifices faits par mes parents durant les heures sombres et difficiles du conflit mondial. Je me suis donc réjouie que la Nippon Foundation et le Conseil de la SAA me proposent de travailler en Afrique, dans un domaine où j'avais le sentiment que je pouvais apporter une contribution constructive. J'ai aussi été attirée par la vision de la Nippon Foundation : « Partager la douleur. Partager l'espoir. Partager l'avenir. » Par ailleurs, j'ai été inspirée par mon retour dans l'Iowa, lieu de naissance de Norman Borlaug, au cours des célébrations de l'an dernier lorsque le Prix mondial de l'alimentation a été décerné à Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement. En effet, 25 ans plus tôt, j'étais étudiante dans le cadre d'un programme d'échange au Grinnell College dans l'Iowa, grenier alimentaire des États-Unis, et cette expérience avait renforcé mon souhait de travailler à l'international.

Comme indiqué ici, le programme de la SAA se concentre sur quatre pays phares – le Nigéria, le Mali, l'Éthiopie et l'Ouganda – tandis que le programme SAFE élargit sa présence universitaire dans cinq pays supplémentaires du continent. Durant la période qui s'est écoulée depuis ma nomination, j'ai eu le plaisir de me rendre dans chacun des pays phares – et j'ai été inspirée par la passion et le dévouement de notre équipe sur le terrain. J'ai été ébranlée lorsque j'ai vu des agriculteurs formés par la SAA démontrer avec assurance des technologies à des villageois, en transmettant ainsi leurs compétences à d'autres membres de leur communauté. De manière plus générale, nous reconnaissons le fait que les agriculteurs d'Afrique sont confrontés à d'immenses défis comme les changements climatiques, des conditions météorologiques capricieuses et des infestations de chenilles légionnaires d'automne qui ravagent leurs précieuses cultures vivrières. Nous devons mobiliser les communautés agricoles pour qu'elles luttent contre ces conditions.



La Directrice exécutive, Fumiko Iseki, avec Audu Ogbeh, ministre de l'Agriculture et du Développement rural du Nigéria

Le Président Kanayama a décrit dans leurs grandes lignes certains des changements fondamentaux intervenus en 2017, l'année de la transformation de la SAA, qui est aussi, avec 2018, une période charnière avant la mise en œuvre de notre Plan stratégique 2019 à 2023. Tandis que nous créons une seule entité du fait de la fusion de la SAA et de SAFE, notre vision consiste à disséminer l'impact des opérations sur le terrain de la SAA dans les pays d'Afrique par le biais d'un programme SAFE couronné de succès. SAFE est considéré comme l'un des mécanismes les plus rentables pour le renforcement des services de vulgarisation en Afrique.

Enfin, en remerciant notre Conseil pour son soutien indéfectible, je tiens à féliciter notre Présidente du Conseil d'administration, Prof. Ruth Oniang'o, pour son remarquable exploit lorsqu'elle a remporté le Prix africain de l'alimentation : c'est un exemple pour nous tous et certainement un temps fort de notre année de transition.

Fumiko Iseki occupe les fonctions de Directrice exécutive et supervise les opérations de la SAA aux côtés du Président. Elle a à son actif une grande expérience, principalement dans l'aide aux réfugiés et à la reconstruction dans les pays d'Afrique touchés par un conflit. Elle a commencé sa carrière dans le développement international comme agent de développement communautaire au sein de la coopération japonaise (JOCV – Japan Overseas Cooperation Volunteer) au Bangladesh et a obtenu une maîtrise de la Faculté Fletcher de droit et diplomatie à l'Université Tufts, spécialisée en sécurité humaine (options assistance aux réfugiés/civilisation islamique). Elle a également étudié l'assistance humanitaire (sécurité alimentaire/nutrition) à la Faculté de nutrition de l'Université Tufts.

Lorsqu'elle travaillait pour le Programme alimentaire mondial (PAM), elle a couvert les opérations de réfugiés en Éthiopie et la gestion de programmes en Zambie. Chez Global Link Management Inc., elle a été consultante pour la JICA/JPF/JETRO, lorsqu'elle a mis tout son savoir-faire à trouver des passerelles entre l'aide au développement et l'aide humanitaire.



¹ PAM (2017) Aux racines de l'exode : sécurité alimentaire, conflits et migration internationale

Rapport de gestion 2017 de la Directrice générale de la SAA

Plan stratégique 2017-2021 de la SAA

2017 a été une année marquée par de profonds changements. Le 1^{er} juillet, Yoshimasa Kanayama a endossé la présidence de la SAA et le 1^{er} août, Fumiko Iseki est devenue sa Directrice exécutive. Masaaki Miyamoto, ancien Administrateur principal, a quitté la SAA le 31 juillet. Après la clôture réussie de son Plan stratégique (PS) 2012-2016, la SAA a entamé la mise en œuvre du nouveau PS pour 2017-21 dans ses quatre pays phares : l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda. Le Plan opérationnel mondial (POM), basé sur le PS approuvé, fait encore l'objet de modifications. L'élaboration du nouveau PS a été un processus véritablement démocratique et participatif, à commencer par des consultations nationales et des ateliers avec tous les cadres supérieurs des équipes techniques de la SAA et de SAFE, et de précieuses contributions du siège à Tokyo. De ce fait, le personnel peut véritablement s'approprier le PS.

Principales interventions en lien avec les objectifs stratégiques

Les équipes d'Amélioration de la productivité agricole (APA) dans les pays phares ont mené des interventions pour aborder l'Objectif stratégique 1 (OS1). Les détails des principales interventions dans le cadre de l'OS1 sont bien expliqués aux pages 8 et 9 de ce rapport. De même, les équipes des thématiques PRAI (Systèmes post-récolte et agro-industrie) et PPP&AM (Partenariat public-privé et accès au marché) ont mis en œuvre des interventions pour réaliser les OS 2, 3 et 4. En 2017, la thématique PRAI s'est axée sur la qualité et l'innocuité des aliments, les prestataires de services privés (PSP) et la promotion de régimes alimentaires équilibrés au sein des ménages agricoles. L'essentiel des activités de la thématique PPP&AM a été le renforcement des organisations paysannes (OP), leur mise en relation avec les marchés, et une aide pour établir des associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA) et les lier à des institutions financières. Les cinq thématiques ont dirigé une multitude de séances de formation, des ateliers et des forums visant à renforcer les capacités des conseillers agricoles.



La Directrice générale de la SAA, Juliana Rwelamira, avec le PDG de K+S, Burkhard Lohr et son équipe lors de leur visite en Ouganda

La vision, la mission et les objectifs stratégiques de la SAA

Vision de la SAA

Une Afrique subsaharienne qui ne connaît plus la faim ni la pauvreté, qui produit durablement des aliments nutritifs dans un système écophile, orienté sur le marché et socialement viable.

Mission de la SAA

Travailler en partenariat avec des alliés publics et privés, à savoir les services de vulgarisation et de conseil rural, en vue d'influencer la transformation de l'agriculture africaine. Autonomiser les exploitants familiaux afin d'accroître la productivité d'une manière durable et de répondre à la demande du marché.

Objectifs stratégiques de la SAA

Objectif stratégique 1 :

Améliorer la production agricole durable et la productivité des exploitants familiaux.

Objectif stratégique 2 :

Améliorer la moisson ainsi que la manutention, le stockage et la transformation post-récolte des produits agricoles des exploitants familiaux et des agrotransformateurs.

Objectif stratégique 3 :

Promouvoir une agriculture tournée vers le marché auprès des exploitants familiaux.

Objectif stratégique 4 :

Contribuer au renforcement des capacités des services de vulgarisation et de conseil rural dans les pays partenaires.

Le temps fort événementiel a été la célébration du 30^e anniversaire de la SAA, organisée par chaque bureau de SG 2000, avec la participation de la plupart des parties prenantes et des partenaires. Tout au long de l'année, l'équipe SEA&D s'est attelée à guider l'élaboration du PS, en plus de ses activités ordinaires. Nous sommes également ravis que la Présidente du Conseil d'administration de SAA/SAFE, Prof. Hon. Ruth Oniang'o, ait remporté le prestigieux Prix africain de l'alimentation, qui récompense les contributions remarquables à l'agriculture africaine. Le prix a été adjugé le 5 septembre 2017 lors du 7^e Forum sur la révolution verte en Afrique (AGRF), à Abidjan en Côte d'Ivoire. Prof. Oniang'o continue de prendre fait et cause pour la mission et les acquis de la SAA lors d'une foule d'événements et d'obligations. En décembre 2017, le Président de K+S KALI GmbH, Burkhard Lohr, s'est rendu en Ouganda pour la première fois avec son équipe et a rendu visite au projet Croissance pour l'Ouganda. Ils ont été impressionnés par les progrès du projet sur le terrain et sont convaincus de l'importance de son extension. Parmi l'équipe de visiteurs figuraient le Prof. Andreas Gransee, Chef des techniques et de la nutrition à Innovation Lab Ag ; Janina Kaiser, Guido Schernewski, et leur consultant en Afrique subsaharienne, Hilary Rugema.



Personnel

En août 2017, Ande Okiror, Coordonnateur de la thématique PPP&AM en Ouganda, a été recruté comme agent de programme régional pour coordonner les travaux de la PPP&AM dans les quatre pays phares. La direction a décidé de fusionner les travaux de la PPP&AM avec ceux de l'APA et de PRAI dans le cadre du nouveau PS. M. Okiror remplira les fonctions de Directeur par intérim de la thématique PPP&AM jusqu'à ce que le nouveau PS soit approuvé. En décembre 2016, l'Ouganda a recruté un nouveau Directeur national adjoint, Joseph Bbemba.

La SAA opère dans un domaine compétitif parmi plusieurs ONG internationales et des mouvements de personnel ont été observés car des membres de la SAA sont partis pour rejoindre d'autres organisations travaillant dans des domaines semblables. Le Mali, le Nigéria et l'Ouganda ont chacun perdu un coordonnateur thématique, alors que l'Éthiopie perdait deux agents de programme. Le recrutement de ressortissants nationaux s'est poursuivi en fonction des besoins pour remplir des postes tant pour des projets phares que pour des projets annexes.

Croissance et développement du personnel

La SAA a globalement besoin de renforcer les capacités de son personnel, surtout les compétences de ses conseillers agricoles. Les Directeurs thématiques ont mené une série de séances de formation, alors que plusieurs membres du personnel poursuivaient des qualifications académiques plus ambitieuses pour améliorer les performances et leurs perspectives de promotion. La SAA s'est engagée comme organisation axée sur l'acquisition de connaissances qui s'adapte continuellement afin de répondre à de nouvelles demandes et de relever de nouveaux défis. Grâce à une subvention de la bourse Borlaug, un diplôme de maîtrise et un doctorat ont été décernés à des membres du personnel, tandis que quatre stages de formation à court terme étaient également financés.

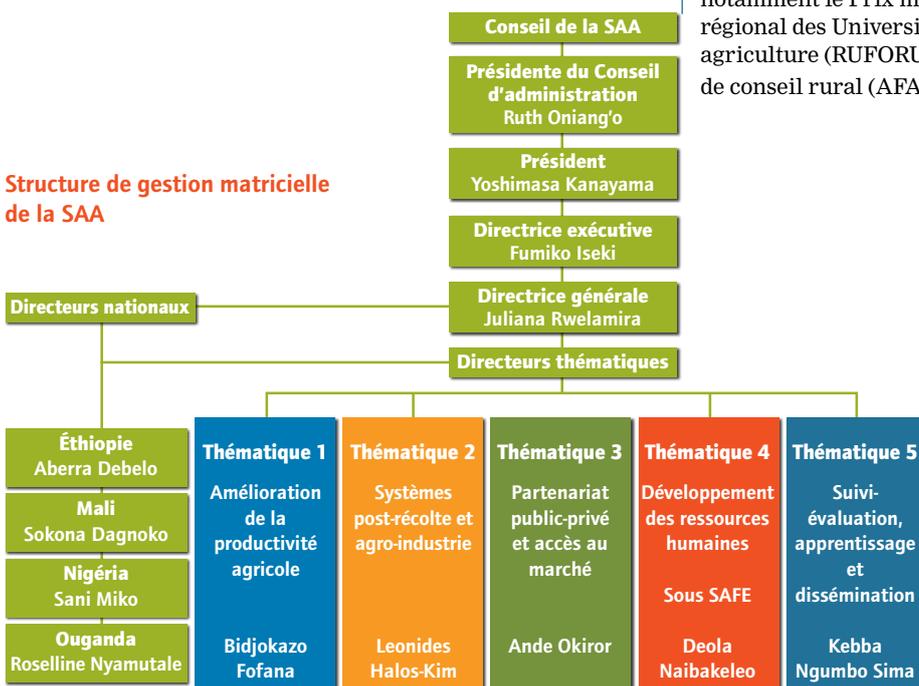


Juliana Rwelamira lors d'une visite de terrain en Ouganda

Mobilisation des ressources

La SAA a bénéficié du soutien solide et assidu de la Nippon Foundation (NF), dès sa création. Un tel soutien à long terme est rare et a permis à la SAA de se concentrer sur la mise en œuvre de son programme avec cohérence. Pour poursuivre la mise à l'échelle de ses opérations, la SAA a également réussi à diversifier ses sources de financement et, en 2017, elle a reçu des fonds de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) en Éthiopie et au Nigéria, et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en Éthiopie. Le Nigéria a également bénéficié de fonds du Centre international de développement des engrais, de la Banque mondiale et de la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG). L'Ouganda a continué de recevoir des fonds de K+S KALI GmbH et du ministère ougandais de l'Agriculture. Enfin, le personnel de la SAA/SAFE a participé à un certain nombre de manifestations internationales, conférences, ateliers et assemblées, notamment le Prix mondial de l'alimentation, le Forum régional des Universités pour le renforcement des capacités en agriculture (RUFORUM) et le Forum africain pour les services de conseil rural (AFAAS).

Structure de gestion matricielle de la SAA



THÉMATIQUE 1

AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE (APA)

L'objectif global de la thématique Amélioration de la productivité agricole (APA) est d'accroître la productivité agricole et de renforcer les capacités et les compétences des exploitants familiaux vulnérables et des systèmes nationaux de vulgarisation. Sa stratégie en matière d'interventions technologiques consiste à établir de simples plateformes d'apprentissage agricole (PAA) pour illustrer des technologies de production modulaires et rentables et former les agriculteurs hôtes et les conseillers agricoles partenaires à les utiliser.

En 2017, la thématique APA a révisé ses PAA en adoptant une approche holistique et fondée sur la science pour résoudre les problèmes et simplifier le message de vulgarisation tout en améliorant le transfert de connaissances et de technologies aux exploitants familiaux. Les PAA révisées englobent quatre types de parcelles différents : les parcelles de démonstration communautaires (PDC) qui montrent les technologies d'accroissement de la productivité promues par la SAA, les parcelles d'adoption des technologies (PAT) mises en place par des adeptes précurseurs, les parcelles d'adoption de modèle (PADM) qui mettent en avant des parcelles exemplaires et les pratiques communautaires (PC). Les détails figurent dans la brochure de la SAA nouvellement publiée intitulée « Plateforme d'apprentissage – Concept et mise en œuvre ».

Principales réalisations et contraintes de production en 2017

Les PAA sont généralement établies dans des systèmes de culture pluviale et sont donc extrêmement vulnérables aux changements et à la variabilité climatiques. Malgré les impacts négatifs des changements climatiques qui ont pu être observés, notamment la sécheresse et les infestations de chenilles légionnaires d'automne (*Spodoptera frugiperda*), la plupart des PAA ont pu être mises en œuvre sans revers majeur. Les principales activités entreprises comprennent l'élaboration et la distribution de manuels, la formation d'exploitants familiaux et de conseillers agricoles partenaires ainsi que l'établissement de PAA.

Préparatifs de la campagne en vue de l'établissement des PAA

Avant d'établir les PAA, des ateliers annuels de planification ont été organisés. Ils réunissaient les parties prenantes afin de discuter de la mise en œuvre des technologies de la SAA, des réalisations et des problèmes rencontrés. Ces ateliers ont été suivis de discussions participatives avec des groupes de producteurs afin d'identifier les besoins et les manques de formation en vulgarisation et pour sélectionner des agriculteurs hôtes motivés, des facilitateurs communautaires et des cultures prioritaires. Dix-huit manuels de formation ont été élaborés et 14.764 exemplaires ont été produits et distribués à des agriculteurs hôtes et des conseillers agricoles partenaires. Ces manuels de formation comprennent des informations sur les bonnes pratiques agricoles (BPA), la détection et la lutte contre le légionnaire d'automne, différentes technologies climato-intelligentes (TCI) et un manuel révisé sur les PAA.

Plateformes d'apprentissage agricole (PAA)

Les PAA ont été utilisées comme plateformes de formation pour renforcer les capacités techniques de 1.614 conseillers agricoles

et facilitateurs communautaires (FC), qui à leur tour ont transmis leurs connaissances à 100.233 agriculteurs hôtes (Fig. 1). Les sujets de formation étaient liés aux besoins et axés sur les BPA, les principes fondamentaux et le bon établissement des PAA, les différents sols climato-intelligents, les techniques de gestion de l'eau et des engrais, les bonnes méthodes de récolte et les techniques de collecte de données sur les rendements.

Un accent particulier a été mis sur la lutte efficace contre la chenille légionnaire d'automne. En tout, 3.165 PDC ont été mises en place et 5.221 PAT recensées. Le nombre de PDC et de PAT a beaucoup varié d'un pays à l'autre, en fonction de la répartition des précipitations propres à chaque pays, du nombre de projets et de la participation du secteur privé. Les PAA se sont axées sur les BPA, les TCI et l'emploi d'engrais en fonction du site et/ou des cultures. Globalement, les rendements agricoles ont été nettement plus élevés dans les PDC que dans les autres parcelles. La supériorité des PDC a été particulièrement marquée en Ouganda du fait d'un ensemble de pratiques bien conçu (Fig. 1). Une tendance semblable a été observée avec les cultures de riz au Nigéria, en raison d'une efficacité accrue de l'azote (N) grâce à une technologie de placement profond de l'urée. Les rendements agricoles plus faibles enregistrés dans les parcelles autres que les PDC sont en partie imputables aux risques de production associés au climat (sols secs, sécheresse, infestations de légionnaires d'automne, etc.). Les PAA ont offert des opportunités d'apprentissage et de partage des connaissances aux agriculteurs hôtes tout en augmentant la sensibilisation aux technologies de la SAA. En tout, 440 visites commentées organisées sur des champs verts et en maturité et elles ont attiré 70.727 participants.

Contraintes à la production, mesures d'adaptation future et point d'action

Des saisons sèches prolongées, sécheresses, inondations et infestations soudaines de chenilles légionnaires d'automne sont autant de phénomènes qui ont été observés dans tous les pays prioritaires, tout particulièrement en Ouganda et en Éthiopie, ce qui a eu un impact marqué sur la productivité agricole dans les PAA.

Réagir aux changements climatiques – Impacts sur la productivité agricole

Des villages climato-intelligents (VCI)

La SAA intègre des TCI propres à l'agro-écologie et fondées sur les besoins au sein de sa stratégie en matière d'interventions technologiques. Il est nécessaire d'introduire un service d'information sur le climat (SIC) parallèlement aux TCI pour faire une démonstration éclairée des technologies intelligentes face aux conditions météo. Il a été prouvé qu'un SIC pouvait apprendre aux exploitants familiaux vulnérables au climat à utiliser des prévisions en temps réel pour acquérir des intrants de qualité et choisir des TCI appropriées en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques. En 2018, la thématique APA va donc piloter des VCI grâce à un SIC en vue de fournir des services de conseil rural fondés sur la météo pour aider les vulgarisateurs partenaires et les agriculteurs hôtes à appréhender des processus de prise de décisions climato-intelligents fondés sur les prévisions météo. Au final, on espère



porter les TCI les mieux adaptées aux zones agro-écologiques qui conviennent et aux communautés agricoles appropriées, en favorisant une adoption et un impact toujours plus élevés.

Accès opportun des exploitants familiaux aux matériaux génétiques climato-intelligents

L'accès des petits exploitants aux matériaux génétiques de production pose un sérieux problème d'accroissement de la productivité agricole et d'adaptation aux changements climatiques. En 2018, la thématique APA va piloter des modèles de multiplication communautaire des semences (MCS) à la ferme. Le but recherché est de faciliter l'accès à temps des exploitants familiaux vulnérables au climat à des matériaux génétiques appropriés et de stimuler l'adoption de TCI tout en améliorant leur adaptation aux changements climatiques.

Lutte contre les infestations de chenilles légionnaires d'automne

Une invasion de chenilles légionnaires d'automne a dévasté les cultures en Afrique (surtout les céréales) en 2016 et 2017, y compris dans les pays prioritaires de la SAA, posant une menace considérable pour la sécurité alimentaire. La thématique APA a donc développé un guide technique intitulé « Guide technique sur l'identification et le contrôle de la chenille légionnaire » parallèlement à un programme de formation intensive destiné aux agriculteurs hôtes et aux vulgarisateurs partenaires. Le guide a été largement distribué et les partenaires ayant bénéficié de la formation ont été exhortés à diffuser largement cette information.

Création d'un partenariat stratégique durable avec la recherche et la vulgarisation

Les VCI sont promus par le programme de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Ils agissent comme des « incubateurs » pour la prise de décisions climato-intelligentes fondées sur le climat et pour la démonstration et la dissémination des technologies. La thématique APA a noué un partenariat stratégique « gagnant-gagnant » avec le CCAFS pour promouvoir les VCI, qui vise à démocratiser conjointement ce concept afin d'accroître la résilience des exploitants familiaux vulnérables face aux changements climatiques. En plus de ce qui précède, l'obtention de variétés résistantes à la sécheresse et de TCI nécessitera des efforts supplémentaires de création d'alliances avec d'autres partenaires de recherche stratégiques, notamment des instituts de recherche nationaux, le Système national de recherche agricole (NARS) et l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) pour du matériel génétique approprié, l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et le Centre international de développement des engrais (IFDC) pour la gestion des nutriments par des engrais climato-intelligents, ainsi que des sociétés privées de distribution de semences et de matériel d'irrigation spécialisé pour la fourniture de variétés spécifiques (c.-à-d. des hybrides), d'engins et de services de conseil rural.

Liste des manuels publiés

- Plateforme d'apprentissage – Concept et mise en œuvre (Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA), 2017)
- Guide technique sur l'identification et le contrôle de la chenille légionnaire (SAA, 2017)
- Technologie du placement profond de l'urée : un développement technologique pour améliorer la fertilisation azotée en riziculture irriguée (USAID, CEDEAO, IFDC et Association Sasakawa pour l'Afrique, 2017)

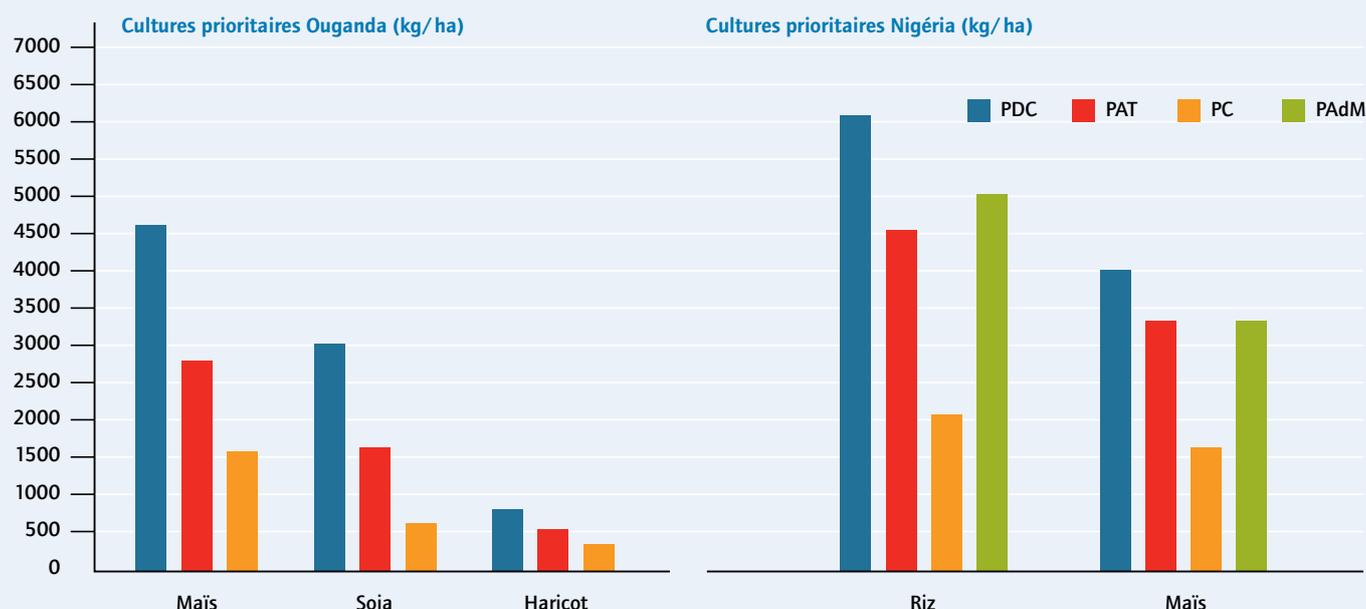


Fig. 1 : Rendements agricoles des parcelles de démonstration communautaires (PDC) par rapport aux parcelles d'adoption de technologie (PAT), parcelles d'adoption de modèle (PAdM – Nigéria) et pratiques communautaires (PC) ; des barres verticales montrent les écarts les moins significatifs (1230 kg ha⁻¹ pour le maïs, 1112 kg ha⁻¹ pour le soja, 147 kg ha⁻¹ pour les haricots) entre les pratiques à un point P < 5 % (Ouganda)

THÉMATIQUE 2

SYSTÈMES POST-RÉCOLTE ET AGRO-INDUSTRIE (PRAI)

L'Objectif 2 du Plan stratégique de la SAA (2017-2021) contribue à l'amélioration de la récolte, de la manutention, du stockage et de la transformation des produits agricoles. L'objectif à long terme de ce plan stratégique consiste à accroître la disponibilité de denrées alimentaires de qualité et à augmenter les revenus de 200.000 exploitants familiaux et transformateurs agricoles. Cela passera par une réduction des pertes après récolte et l'établissement d'entreprises agroalimentaires dans les zones rurales. Il vise aussi une consommation accrue d'aliments équilibrés par les ménages ruraux agricoles.

Grâce à un programme d'activités plus ciblé, l'équipe PRAI s'est efforcée de travailler avec la thématique APA pour promouvoir les petits équipements agricoles d'une part, et avec l'équipe PPP&AM pour renforcer la capacité des prestataires privés de services (PSP) et des transformateurs agricoles d'autre part, en les mettant en relation avec des services financiers et des marchés profitables.

Accomplissements clés

En 2017, la SAA a vu un taux d'adoption plus élevé des technologies PRAI améliorées par les exploitants familiaux et une certaine mise à l'échelle des bonnes pratiques. Elle a aussi identifié un besoin de technologies plus appropriées et les défis récurrents que pose l'adoption des technologies.

- En Éthiopie, le ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles (MARN) a commencé à mettre à l'échelle le modèle SAA de prestations de services de battage/décorticage par des jeunes et il a créé un groupement de jeunes pour le service de battage. L'Éthiopie a aussi réussi à achever la troisième phase du projet de sacs PICS pour le stockage amélioré des grains développés par l'Université Purdue et l'équipe de PRAI a travaillé avec des fournisseurs privés et des coopératives régionales pour développer la chaîne d'approvisionnement.
- Une égreneuse motorisée mobile à maïs en provenance de l'Ouganda a été modifiée et démontrée avec succès au Mali pour le déspathage et l'égrenage. Les produits broyés ainsi obtenus comme les épis et les spaths sont destinés aux aliments du bétail.
- Au Nigéria c'est l'adaptation avec succès de la batteuse polyvalente de l'Institut international d'Agriculture tropicale (IITA) en batteuse de soja. Des essais sur le terrain ont fait ressortir une capacité moyenne de battage pouvant atteindre 450 kg/heure de fèves nettoyées. La capacité dépend du ratio grain-biomasse et de la vitesse d'alimentation. Aucune brisure de fèves n'a été observée à la sortie. Des commentaires positifs des agriculteurs ont été notés :

« C'est très bien de voir ce développement de machine pour le battage de soja par l'Association Sasakawa pour l'Afrique. Ce qui nous prenait 2 à 3 jours de battage est

désormais réalisable en une heure avec cette machine. Toutes les batteuses de soja que j'ai vues ont besoin que des femmes vannent le grain ; le produit de cette machine ne nécessite pas davantage de nettoyage. Cela économise de l'argent et des efforts. Il faut compter N1.200 pour battre et vanner un sac de soja. La collecte et la mise en botte de la paille constitue un problème, mais à présent nous pouvons facilement la ramasser et même vendre la paille à N400/sac pour l'alimentation animale. »

Un broyeur manuel a été introduit auprès des transformateurs afin de produire une pâte molle à partir de grains de néré bouillis, en vue d'obtenir un *dawa-dawa* de meilleure qualité. Un broyeur-malaxeur a été également démontré pour la production d'huile d'arachides. Les technologies ont augmenté la capacité de transformation (Tableau 1), amélioré la qualité des produits et sensiblement diminué les besoins en main-d'œuvre.

- En Ouganda, les agriculteurs ont mentionné l'achat de machines (égreneuse à maïs, râpeuse de manioc et autres) suite à des séances de démonstration. Les agriculteurs de villages voisins sont aussi venus voir les cribs de maïs des districts de Dokolo et d'Apac ; ils ont admis qu'il était avantageux de les utiliser et ont indiqué qu'ils seraient intéressés de reproduire la technologie dans leurs exploitations.
- Des cérémonies d'ouverture des outils hermétiques ont été organisées par toutes les équipes nationales afin de démontrer les bienfaits d'un stockage hermétique. Les agriculteurs hôtes ont dirigé l'ouverture des outils de stockage (sacs PICS, silos métalliques et tanks plastiques) pour montrer aux agriculteurs l'état des céréales stockées au bout de 5 à 8 mois sans produits chimiques / insecticides. Les observateurs ont pu témoigner qu'il n'y avait ni insecte vivant ou mort, ni moisissures ni aucun signe de détérioration dans les stocks de grains. Au final, on a constaté l'augmentation du taux d'adoption des outils hermétiques dans tous les pays phares de la SAA.
- Plus de 100.000 agriculteurs ont été formés par des formateurs, eux-mêmes formés et soutenus techniquement par les équipes PRAI. La formation s'est articulée sur les bonnes pratiques au moment de la récolte, les systèmes de manutention post-récolte et la gestion du stockage. La prise de conscience créée grâce à cette formation, notamment concernant l'utilisation de sacs PICS pour le stockage, a fait que les agriculteurs stockent davantage de grains afin d'obtenir des prix plus intéressants pour leurs produits.

Changements stratégiques – Adaptation à de nouveaux défis Adaptation de technologies

La SAA collabore avec des institutions de recherche et de développement (R&D) et des fabricants privés pour se procurer des technologies dans ses pays phares. Des essais sur le terrain ont permis de perfectionner ces technologies et de relever le

Tableau 1 : Accroissement de la capacité de transformation / production au moyen d'outils simples par rapport à la méthode traditionnelle (Nigéria, 2017)

Opération concernée	Méthode	Capacité de production	Observations
Broyage pour la fabrication du <i>dawa-dawa</i>	Moulin manuel	5,0 kg/h	Également utilisé pour la mouture du maïs en milieu humide
	Méthode traditionnelle	0,83 kg/h	Mouture à la pierre
Broyage et malaxage pour extraire l'huile d'arachide	Broyeur-malaxeur	90 kg/h	Motorisé ; à moteur
	Méthode traditionnelle	2 à 3 kg/h	Pilage au pilon et mortier et malaxage manuel



Des prestataires privés de battage au travail dans le *woreda* de Shashamene Zuria en Éthiopie

défi récurrent que posent les pannes fréquentes des machines agricoles par l'amélioration des compétences des fabricants locaux et par le développement de groupes de soutien technique constitués de techniciens dûment formés.

Mise en place de Centre d'échanges et de systèmes post-récolte (PHTC)

Le Centre d'échanges et de systèmes post-récolte (PHTC) est né de la mise en œuvre de Niet@kene et de la Plateforme d'apprentissage et de vulgarisation sur les systèmes post-récolte (PHELP) et a été adopté par le programme malien en guise de modèle ou plateforme de vulgarisation de la chaîne de valeurs. La plateforme (ou modèle) est utilisée par toutes les thématiques pour démontrer des innovations impulsées par le marché, qui vont de la production à la commercialisation. En travaillant avec les organisations paysannes (OP), la plateforme devrait se transformer en une entreprise agricole autonome gérée par les OP.

Promouvoir la sensibilisation à la qualité et la sécurité des aliments

La thématique PRAI a sensibilisé les producteurs à la présence d'aflatoxine et de résidus de pesticides dans les récoltes et les produits alimentaires et elle a promu de meilleurs systèmes post-récolte (séchage et stockage) en guise de première mesure de lutte. Une amélioration de la qualité a été constatée et appréciée par les agriculteurs, qui ont déclaré : « Nous sommes désormais plus confiants de manger une nourriture saine. ». Pour dissiper les préoccupations que soulève l'équilibre nutritionnel dans les régimes alimentaires des ménages ruraux, la thématique promeut une prise de conscience et une connaissance de la nutrition et de l'importance d'une diversification des habitudes alimentaires, en mettant l'accent sur l'élaboration de recettes à partir d'ingrédients issus du potager familial.

Durabilité des entreprises agro-industrielles

Les entreprises agroalimentaires, notamment pour les transformatrices, sont encore pénalisées par une absence de soutien assidu pour la gestion de groupe et d'entreprise et un manque de capitaux de démarrage et d'exploitation. La thématique PRAI, en collaboration avec PPP&AM, va développer un soutien approprié et des stratégies de retrait de la SAA afin d'encourager les transformatrices pour une gestion plus autonome et durable.

Prestataires de services privés (PSP)

Le rôle des PSP est important pour rendre les technologies accessibles aux exploitants familiaux et aux petits transformateurs et il est essentiel pour l'adoption de meilleures techniques de stockage et de manutention post-récolte. La SAA espère que les jeunes entrepreneurs dans les zones rurales se lanceront dans la prestation de services. Leur manque de capitaux et de formation nécessitera plus d'investissements de la part de la SAA en termes de renforcement des capacités, aussi bien du point de vue technique qu'en gestion d'entreprise.

Les prochaines étapes

La durabilité de nos interventions étant notre objectif, la thématique PRAI est résolument décidée à renforcer des partenariats pour l'adaptation de technologies, la mise à l'échelle des bonnes pratiques et le développement de stratégies réactives à un environnement qui change. Grâce à une collaboration à l'intérieur comme à l'extérieur de la SAA, la thématique PRAI continuera de soutenir les exploitants familiaux – en mettant un accent particulier sur les femmes et les jeunes – en vue d'améliorer les systèmes post-récolte et l'ajout de valeur, de fournir plus d'aliments de meilleure qualité aux communautés agricoles et de créer des opportunités d'emplois.

THÉMATIQUE 3

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ ET ACCÈS AU MARCHÉ (PPP&AM)

L'objectif fondamental de la thématique Partenariats public-privé et accès au marché (PPP&AM) est de promouvoir une agriculture tournée vers le marché auprès des exploitants familiaux.

Accomplissements clés

Une étude de marché détaillée a été commanditée comme moyen de développer une approche pilotée par le marché en vue de promouvoir une production durable et d'accroître les revenus des ménages. Les résultats de cette étude ont permis à la thématique de rédiger des messages efficaces et de développer des stratégies de campagne pour mobiliser des publics cibles et répondre aux besoins des marchés identifiés. La participation de différentes parties prenantes, notamment des entités publiques et privées et des organisations paysannes (OP), a été facilitée afin d'encourager la collaboration pour s'attaquer aux problèmes rencontrés le long de la chaîne de valeurs et les atténuer. Consciente de ce constat, la thématique a cartographié la présence de prestataires de services privés – à savoir des services de microfinancement, des fournisseurs d'intrants et des prestataires de services agroalimentaires ainsi que des agrotransformateurs – et les a mis en relation avec les OP. Un répertoire de prestataires de services publics et privés a été préparé et diffusé et il sera constamment mis à jour dans chacun des quatre pays phares. Dans le même temps, des réseaux et des partenariats ont été promus afin d'apporter un nouveau soutien et de renforcer les chaînes de valeurs dans les quatre pays.

La thématique PPP&AM a organisé des OP fonctionnelles et développé leurs compétences en commercialisation d'actions collectives, en se servant, entre autres, d'exemples tirés du modèle de Négociants d'associations de produits de base (NAPB), d'Associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA), de systèmes de warrantage, et de la Multiplication

communautaire des semences (MCS). Les associations de produits de base (APB) ont été structurées autour des produits sélectionnés et ont bénéficié d'une formation en dynamique de groupe, agro-industrie et questions liées au genre. Les rubriques ont été retenues en fonction de leur importance stratégique durant les évaluations communautaires qui ont permis de développer des groupes économiquement viables dont les objectifs seront les suivants : réaliser une planification conjointe des ménages, partager les bénéfices et améliorer les capacités des personnes en situation particulière à satisfaire leurs besoins élémentaires. Ces OP ont été reliées aux marchés des intrants et des produits, y compris de grosses sociétés, des compagnies de transformation et d'autres prestataires de services comme les Fédérations de coopératives en Éthiopie, FasoKABA au Mali, Hybrid Feeds au Nigéria et Savannah Commodities en Ouganda. En 2017, ce sont en tout 10.206 agriculteurs qui ont été formés en commercialisation, analyse de la chaîne de valeurs, planification d'entreprise, négociations, résolution des conflits, planification conjointe des ménages, gestion financière et actions collectives pour se procurer des intrants, des services et des marchés. Grâce à cette formation, 30 pour cent des OP sont devenues économiquement viables. Il est prévu de toucher 68.900 agriculteurs individuels d'ici à 2021.

Pour améliorer le partage d'informations et le travail en réseau, quatre bases de données nationales ont été inaugurées et partagées avec les partenaires, une vaste campagne publicitaire composée d'interviews radiodiffusées, de foires agricoles, d'alertes de messagerie, de panneaux d'affichage et d'affiches ont fourni des informations de marché à 1.440 OP. Sept évaluations des besoins ont été menées et ont recensé 49 acteurs différents qui procurent des services aux OP.

Par ailleurs, 178 groupements de femmes, de personnes ayant des besoins spéciaux, et de jeunes ont été formés en dynamique



Les membres d'une VSLA cultivent du soja dans le *woreda* de Bambasi, région de Benishangul-Gumuz en Éthiopie



de groupe et en gestion agro-industrielle. Ils ont préparé 87 plans d'affaires qui ont permis à 47 OP d'accéder à des fonds de banques commerciales en Éthiopie (\$11.200), au Mali (\$3.800), au Nigéria (\$7.800) et en Ouganda (\$1.450.500), alors que quatre autres OP ougandaises regroupant des personnes ayant des besoins spéciaux ont chacune reçu des fonds publics à hauteur de \$1.400. Dans le modèle VSLA, 776 OP participantes ont épargné \$785.125 ; cet argent sera investi dans la production, pour satisfaire des besoins de base et régler les frais de scolarité.

Création de partenariats positifs

Sept ateliers de chaînes de valeurs ont été organisés, ce qui a donné lieu à 36 mémorandums d'accord positifs qui ont incité 957 OP à produire en vrac et à faire de la vente groupée (voir Tableau 1). Le secteur privé a levé des contributions en espèces et en nature sous forme de formation, d'intrants et de commissions aux OP et aux NAPB, pour un total de \$30.900. Quatre modèles (NAPB, VSLA, groupage et MCS) ont facilité des transferts de compétences et de connaissances en cascade depuis les associations faitières jusqu'aux groupements de producteurs individuels. Les modèles ont été adoptés par d'autres partenaires, tels que des sociétés d'intrants, des acheteurs, des banques et des organisations non gouvernementales (ONG). De gros acheteurs ont été identifiés et mis en relation avec des groupements de producteurs dans chacun des quatre pays, alors qu'en Ouganda, Savannah Commodities, qui a ouvert la première usine d'engrais dans le pays, a sélectionné quatre NAPB comme distributeurs.

Plans d'action à venir

La SAA va continuer de créer des interfaces avec le marché pour les OP et elle va soutenir les prestataires de services des marchés d'intrants et de produits dans la fourniture de services de conseil rural. Il est prévu d'accroître les capacités des acteurs de la chaîne de valeurs tout en favorisant la création et le renforcement des OP.



Réunion d'épargne de groupe à Ntungamo en Ouganda

Renforcement des modèles

La thématique PPP&AM a développé et utilisé des modèles comme les NAPB, les VSLA, le groupage et les MCS avec un succès mesuré. Le modèle NAPB est intégré dans le système de vulgarisation communautaire et les NAPB ont la confiance des acteurs de la chaîne de valeurs. Les VSLA contribuent à réunir des fonds critiques pour investir dans l'agriculture et répondre aux besoins de base, tandis que les MCS garantissent l'accès à des semences améliorées. Toutes ces initiatives contribuent à l'établissement d'OP économiquement viables et durables.

En 2017, la thématique PPP&AM a enregistré des progrès satisfaisants dans la réalisation de son objectif principal qui consiste à assurer une agriculture tournée vers le marché aux exploitants familiaux et à créer des partenariats positifs avec des prestataires publics et privés, tout en œuvrant à la création d'OP économiquement viables et durables.

Tableau 1 : Thématique 3 - Accomplissements majeurs en 2017

DÉTAILS	ÉTHIOPIE	MALI	NIGÉRIA	OUGANDA	TOTAL
Bases de données des partenaires (développées/actualisées)	1	1	1	1	4
Formation aux SIG destinée aux AD, OP et techniciens spécialisés	65	28	10.000	113	10.205
Nombre d'études de marché menées	1	1	1	1	4
Nombre d'agriculteurs ayant accès aux informations de marché	3.500	450	4.800	3.120	11.870
Nombre de forums d'échange multi-information	3	2	2	4	11
Nombre d'émissions de radio diffusées	0	2	0	6	8
Nombre d'OP reliées à des marchés de produits	47	83	420	355	905
Produits agricoles commercialisés collectivement par les groupements de producteurs (en tonnes)	12.525	10.000	1.650	29.4130	53.575
et montant gagné en dollars US	927.700	2.500.000	135.900	95.200	3.658.800
Nombre de modèles de génération de revenus et d'action groupée mis au point pour les producteurs	3	2	3	4	-
Nombre de Protocoles d'accord conclus	23	4	3	4	34
Nombre de plans d'activités rédigés	10	0	30	22	62
Nombre de femmes, de personnes ayant des besoins spéciaux et de jeunes que les OP ont formés en gouvernance et leadership	13	99	26	8	146
Montant de crédit obtenu par les OP en lien avec des institutions financières en dollars US	11.200	3.800	7.800	1.450.500	1.473.300
Nombre d'OP participantes (VSLA)	4	4	30	110	148
et montant épargné en dollars US	16.600	4.500	15.500	748.525	785.125

SAFE/THÉMATIQUE 4

FONDS SASAKAWA DE FORMATION À LA VULGARISATION EN AFRIQUE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

À l'origine un programme régional de la SAA, le Fonds Sasakawa de formation à la vulgarisation en Afrique (SAFE) est devenu une entité juridique distincte en 2002. Il s'acquitte, parallèlement à la SAA, d'un rôle pivot de renforcement des capacités en incitant les vulgarisateurs en milieu de carrière à acquérir des qualifications académiques afin de faire avancer leur parcours professionnel. Ces qualifications sont obtenues dans le cadre de cycles de licence auprès d'un réseau d'universités et de collèges africains qui, à leur tour, bénéficient de programmes d'études partagés et ciblés sur une industrie – l'agriculture – secteur qui revêt une importance primordiale pour les économies africaines.

Activités des pays

ÉTHIOPIE

Séminaire de formation sur les Stages Supervisés en Entreprise (SEP)

En janvier 2017, un séminaire de formation a été organisé pour le personnel de l'Université de Jigjiga, en réponse aux préoccupations exprimées par le personnel de la faculté qui estimait avoir des interprétations différentes à propos des SEP. La formation a aidé les enseignants à développer une appréciation commune et affinée des SEP et de la préparation des propositions de SEP, pour veiller à ce que des lignes directrices homogènes soient utilisées pour conseiller les étudiants.

Forum national des doyens d'université

L'assemblée annuelle du Forum national des doyens d'université a été organisée en novembre 2017 et a réuni des doyens, des chefs de département et des coordonnateurs du programme. L'objectif de la réunion était de passer en revue l'avancement du programme dans les neuf universités éthiopiennes participantes. Les délégués ont discuté des problèmes associés à la durabilité du programme et ont défini des mesures pour tenter de les surmonter. Les universités sont aussi convenues de réviser leur Protocole d'accord avec les Bureaux régionaux de l'Agriculture et des Ressources Naturelles ainsi que les Bureaux de l'Élevage et des Ressources Halieutiques, afin de tenir compte de la scission de l'ancien ministère en deux unités. Un nouveau Président et Secrétaire du Forum National des doyens d'université a également été désigné et sera en fonction de 2018 à 2020.

MALI

Visite de la Directrice exécutive de SAA/SAFE

La Directrice Exécutive de SAA/SAFE, Fumiko Iseki, s'est rendue au Mali en novembre 2017 où elle a rencontré des représentants de l'Institut Polytechnique Rural pour la Formation et la Recherche Appliquée (IPR/IFRA), du Collège de Samanko, de l'Université de Ségou et de l'Association des anciens élèves de SAFE. La visite a été une excellente occasion pour permettre à Mme Iseki d'acquiescer une expérience directe des travaux de SAFE au Mali.

Atelier de validation des manuels SEP orientés sur la chaîne de valeurs

Un atelier a été organisé en septembre 2017 à l'IPR/IFRA en vue de valider le manuel SEP orienté sur la chaîne de valeurs agricole. À l'issue des discussions et de l'examen du manuel, il a

Stages Supervisés en Entreprise

Les Stages Supervisés en Entreprise (SEP) donnent aux étudiants l'occasion d'enrichir leurs connaissances et leur savoir-faire dans des aspects précis de leur travail. En bref, ils comblent le fossé entre la théorie et la pratique – en plongeant les étudiants dans des activités d'apprentissage précieuses et axées sur l'agriculteur.

Les SEP sont organisés en deux temps. La première phase se déroule à la fin de la première année d'étude. Les étudiants procèdent alors à une évaluation des besoins en conseil agricole des agriculteurs et ils doivent monter un projet de vulgarisation qui réponde à ces besoins. Agriculteurs, employeurs et enseignants (tuteurs) sont tous impliqués. Durant la seconde phase – à l'issue des trois semestres d'étude sur le campus – les étudiants retournent dans la région agricole concernée pour mettre en œuvre leurs projets de façon autonome sur une période de six à neuf mois.

été décidé de le télécharger sur la base de données de l'université pour un usage officiel par les membres de la faculté.

Centre pour le développement universitaire (CDU)

En janvier 2017, une nouvelle bibliothèque et un Centre pour le développement universitaire (CDU) ont ouvert leurs portes à l'Université de Ségou. Le CDU est doté de matériel informatique et de livres et il servira de lieu où les membres de la faculté pourront interagir, partager leurs expériences et améliorer leurs performances professionnelles. Des groupes de moniteurs du programme de bénévoles de Winrock International « De paysan à paysan » ont fait office de formateurs au sein du CDU.

NIGÉRIA

Réunion du Comité de gestion de SAFE

La réunion du Comité de gestion de SAFE s'est tenue en avril 2017. Elle a réuni des représentants de cinq universités partenaires qui ont présenté des rapports sur leurs différents programmes. La question de la récente homologation et intégration du programme SAFE par le Conseil National des Universités (NUC) a été abordée et le document d'approbation a été distribué. La fonctionnalité et les capacités génératrices de revenu des Centres d'Entreprises ont été élaborées et arrêtées. Un défi majeur commun à toutes les universités concerne la question du financement de la supervision des SEP. La question de la publication dans le journal en ligne à la disposition de la communauté SAFE a été abordée plus en détail et les universités ont été encouragées à soumettre des articles à l'examen des pairs.

Centres d'Entreprise

Différents efforts ont été faits pour élargir les activités des centres d'entreprise au Nigéria. L'entreprise d'apiculture de l'Université de l'État d'Adamawa a commencé la commercialisation de produits transformés à base de miel et l'Université d'Ilorin a continué de gérer des activités le long de la chaîne de valeurs piscicole, avec la vente de produits à la communauté universitaire. Les revenus ainsi générés aideront les Centres d'entreprise à préserver leurs activités.



Prof. Oniang'o et Deola Naibakelao avec des membres de l'Association d'anciens élèves du Bénin

Nouveau programme

L'intérêt suscité par le programme SAFE a augmenté au sein des universités du Nigéria durant l'année académique ayant pris fin en 2017. Un nouvel établissement, l'Université agricole Michael Okpara, à Umudike, a approuvé le programme SAFE en vulgarisation agricole et a officiellement demandé un appui technique pour le démarrer.

BURKINA FASO

Le Département de vulgarisation agricole à l'Université de Nazi BONI a révisé son programme et cursus de licence pour intégrer de nouvelles formations sur la chaîne de valeurs. Le programme SAFE a contribué au renforcement des capacités techniques de nombreux conseillers agricoles dans le pays et les diplômés travaillent actuellement dans diverses régions burkinabées pour promouvoir une mise en œuvre efficace des politiques de développement rural.

BÉNIN

Il y a quatre ans que le programme de formation continue de l'Université Abomey Calavi destiné aux professionnels en milieu de carrière a été inauguré et il est toujours d'actualité. Jusqu'ici, il a attiré 73 étudiants (21 femmes et 52 hommes). Plus de 1.000 vulgarisateurs ont exprimé un intérêt à l'égard du programme afin d'améliorer leur statut professionnel et leurs perspectives.

GHANA

Le nombre d'admissions à l'Université de Cape Coast est resté stable malgré les effets des problèmes de développement, tels que la décentralisation et la crise économique. De fait, les arrivées et les départs d'étudiants n'ont pas été pénalisés au fil des ans. Le Département de vulgarisation agricole a sélectionné 22 étudiants pour admission dans le programme SAFE au titre de l'année universitaire 2017/18.

MALAWI

Le Département de vulgarisation de l'Université de Lilongwe a passé en revue les deux cycles d'études qu'il offrait jusqu'ici : la licence (BSc) en agriculture (option vulgarisation) et la licence (BSc) en vulgarisation agricole (programme de milieu de carrière). Suite à cet examen, les deux programmes ont fusionné, en mettant l'accent sur la recherche-action et l'orientation sur l'apprentissage pratique ; le programme de milieu de carrière a influencé la conception du nouveau cursus, y compris son orientation sur la chaîne de valeurs.

TANZANIE

Un atelier de parties prenantes a été organisé en janvier 2017 pour réunir les représentants des trois institutions concernées : le ministère de l'Agriculture (Mda), le ministère des Collectivités locales et l'Université agricole de Sokoine (SUA). L'objectif de l'atelier était de se pencher sur les problèmes que rencontre la SUA, suite à l'annulation des bourses publiques pour les étudiants en milieu de carrière. Lors de la réunion, le ministre de l'Agriculture a fait état d'un regain d'intérêt à l'égard du programme SAFE et il a demandé que la SUA passe en revue le Protocole d'accord à la lumière des nouvelles circonstances. Le Protocole d'accord a été distribué aux ministères compétents pour signature.

Activités régionales

Atelier de réseautage régional

L'atelier technique régional de SAFE sur le travail en réseau a été organisé à Addis-Abeba en Éthiopie du 13 au 15 mars 2017. Les 80 participants étaient issus des universités, collèges et ministères de l'Agriculture de tous les pays participants.

Thème de l'atelier

Adapter les enseignements aux besoins des exploitants familiaux, en mettant un accent particulier sur les technologies et les pratiques de valorisation.

Contexte de l'atelier

En partant du principe que les exploitants familiaux peuvent accroître considérablement leur revenu en valorisant leurs produits, les universités et collèges partenaires de SAFE ont, ces dernières années, développé des cursus orientés sur la chaîne de valeurs. Toutefois, un certain nombre de problèmes sont apparus dans la mise en œuvre de ces programmes, dus au fait qu'il semblait n'y avoir que peu d'intérêt pratique dans les enseignements – au-delà de ce que font déjà les exploitants familiaux – susceptibles d'accroître la valeur de leurs récoltes et de leurs produits, surtout entre la moisson et la commercialisation. Il semble également qu'il y ait assez peu d'intérêt pratique dans ce qui est enseigné du point de vue de la valorisation du bétail et des produits de l'élevage au niveau des exploitants familiaux.

De ce fait, les étudiants tendent à éviter le sujet lorsqu'ils choisissent leur SEP et le nombre de stages portant sur l'élevage reste très bas, ce qui signifie que les agriculteurs manquent des opportunités d'accroître leur revenu grâce à l'élevage.

Objet de l'atelier

Partager des expériences sur les technologies et pratiques de valorisation appropriées susceptibles de faire une différence pour les exploitants familiaux.

Objectifs spécifiques

L'atelier avait été conçu comme un forum pour :

- permettre aux employeurs de partager leur expérience des technologies et pratiques de valorisation pour les cultures et l'élevage auprès des exploitants familiaux ; et
- permettre aux universités de présenter des exemples de technologies et de pratiques de valorisation propres au bétail et aux cultures des exploitants qu'elles enseignent dans leur cursus.

SAFE/THÉMATIQUE 4

FONDS SASAKAWA DE FORMATION À LA VULGARISATION EN AFRIQUE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Des agriculteurs de l'organisation paysanne du champ-école de Nyarakot dans le district de Tororo, Ouganda, dont les entreprises produisent du riz, de l'arachide et du maïs



Résultats de l'atelier

- La plupart des comptes rendus de SEP faisaient preuve d'un manque de vision holistique du processus de chaîne de valeurs
- Une formation organisée par SAFE a engendré une sensibilisation accrue aux chaînes de valeurs chez les professeurs des universités
- Les SEP sont des partenariats entre le Ministère de l'Agriculture et l'université :
 - les universités et collèges ont besoin de recommandations de la part des employeurs pour faire correspondre les SEP aux intérêts de l'employeur ;
 - les SEP devraient influencer les technologies et pratiques recommandées par l'employeur ;
 - le développement de SEP devrait intégrer le savoir autochtone.
- Il serait bon d'avoir des manuels sur les technologies et pratiques favorables à la chaîne de valeurs et de compiler un inventaire des technologies et pratiques.

L'atelier a identifié les problèmes suivants dans l'intégration des concepts de chaîne de valeurs :

- financement et renforcement des capacités ;
- disponibilité limitée des technologies ;
- information insuffisante ;
- manque d'engagement de la part des employeurs.

Recommandations

1. La chaîne de valeurs fait désormais partie des cursus universitaires mais il semble que les programmes soient fragmentés en différents départements. Ils devraient être enseignés d'une façon qui embrasse l'intégralité du système de chaîne de valeurs.
2. Institutionnaliser les SEP dans le système universitaire.
3. En plus des universités, collèges et ministères de l'Agriculture, il faut mobiliser d'autres parties prenantes (centres de recherche, secteur privé, étudiants, agriculteurs) dans les ateliers de SAFE sur le travail en réseau.

Visite au Bénin de la Présidente du Conseil d'administration

La Présidente du Conseil d'administration de SAA/SAFE, Prof. Hon. Ruth Oniang'o, s'est rendue au Bénin en mars 2017 pour passer en revue les interventions de SAA/SAFE. Durant sa visite, Prof. Oniang'o s'est brièvement entretenue avec Delphin Koudande, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques.

Le ministre a informé l'équipe de la politique de développement agricole du gouvernement, tandis que Prof. Oniang'o indiquait que la SAA était ravie d'apprendre qu'elle avait contribué à l'amélioration de la productivité des principales cultures vivrières. Elle a également noté que le programme de formation continue de l'Université d'Abomey-Calavi répond aux besoins spécifiques de formation des professionnels en milieu de carrière, particulièrement les femmes, et elle a donc exhorté le gouvernement à le soutenir.

Prof. Oniang'o a félicité le gouvernement pour les efforts déployés en vue de la rationalisation de son programme de développement agricole, mais elle a mis en garde qu'il devrait inclure des mesures visant à prendre en compte les effets du changement climatique et à les atténuer. Le 21 mars 2017, l'équipe dirigée par l'ancien Président du Bénin, Nicéphore Soglo, et Prof. Oniang'o a rencontré le Président en exercice Patrice Guillaume Talon. L'équipe a relaté au Président les activités et réalisations de SG 2000 et de SAFE au Bénin. Elle a également mis en exergue l'adoption par les agriculteurs de nouvelles technologies introduites par SG 2000 et la formation de personnel de vulgarisation. En réponse, le Président a exprimé son appréciation du legs positif de la SAA et son approche actuelle par chaîne de valeurs et a demandé que le ministre propose un plan concret pour la mise en œuvre du partenariat.

Rencontre des ministres de l'Éducation de la CEDEAO

SAFE a participé à la réunion des ministres de l'Éducation des États membres de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Lomé, au Togo, les 28 et 29 septembre 2017. Durant la réunion, une présentation a été

faite sur le rôle stratégique joué par SAFE pour combler les lacunes dans les connaissances et les compétences techniques du personnel des services de conseil rural et pour identifier les besoins de la région en capital humain. Au moment de conclure les délibérations, les ministres de l'Éducation de la CEDEAO ont recommandé la dissémination du modèle de formation de la SAA pour les techniciens des zones rurales des États membres par le biais de partenariats entre employeurs et institutions de formation. Cette recommandation a été transmise pour adoption par le Conseil des ministres et par l'Autorité des Chefs d'État et de gouvernement.

Associations d'anciens élèves

Les associations d'anciens élèves ont continué de participer à la supervision des SEP et de compiler des informations de suivi sur les diplômés. Elles ont organisé leurs conférences annuelles et publié leur bulletin d'actualités de l'année. Des représentants des associations d'anciens élèves ont également participé à l'atelier technique régional organisé à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Organisations paysannes

SAFE a financé une foire-exposition nationale de coopératives organisée par l'Agence fédérale de coopération (FCA) d'Éthiopie. Les OP ont exposé et vendu leurs produits, signé un Protocole d'accord, mis en commun leurs expériences et tiré des enseignements de groupes semblables à travers le pays. Une visite d'échange a également été organisée pour huit OP afin de partager leurs expériences en matière de techniques d'irrigation goutte-à-goutte.

Au Mali, huit séances de formation de formateurs (FdF) ont été organisées et elles ont réuni un total de 374 conseillers agricoles. Plus de 200 membres d'OP, y compris 23 membres ayant des besoins spéciaux, ont été formés aux principes de production, commercialisation et conditionnement intégrés de poisson et de légumes. Le leadership des femmes s'est également amélioré sur l'ensemble des plateformes multipartites de chaîne de valeurs (MAVCP). Sur neuf MAVCP, cinq sont dirigées par des femmes. Le projet a aidé les OP à obtenir des informations sur le marché par le biais de SMS et de courriels. Au Mali, la radiodiffusion est actuellement utilisée comme moyen de communication.

Au Nigéria, 25 parcelles de démonstration destinées à des personnes aux besoins spéciaux dans les États de Kano, Jigawa et Gombe ont été utilisées pour former des groupes ayant des besoins spéciaux aux techniques culturelles et à la gestion d'exploitation agricole. Six entreprises gérées par des femmes ont également bénéficié d'une formation en rédaction de plan d'affaires. Le projet a facilité des liens commerciaux avec des organisations pertinentes et des contrats d'affaires ont été signés. Des séances de formation ont été organisées pour quelque 9.000 membres d'OP et un total de 96 plans d'affaires viables ont été rédigés et documentés pour des OP.

En Ouganda, une réunion de planification au niveau du district s'est déroulée en janvier 2017 et toutes les parties prenantes y ont assisté. Le projet a organisé une série d'ateliers de formation sur la sélection et le développement d'entreprises pour 215 groupements et formé 3.225 membres d'OP. Le projet a aussi joué un rôle important dans le renforcement de l'épargne et pour veiller à la bonne gestion des fonds des groupes. En 2017, un total de 126.000 dollars a été épargné par 185 OP. Le projet a également financé quatre groupements de personnes ayant des besoins spéciaux.

Des ateliers d'évaluation de fin de projet et de validation par les parties prenantes ont également été organisés dans les quatre pays phares ; les comptes rendus montrent que le projet a réussi à atteindre ses objectifs.

Comment aller de l'avant

SAFE continue de se faire connaître aux niveaux national et régional et cela mérite un élargissement ainsi qu'une participation accrue et un soutien amélioré des parties prenantes. Dorénavant, SAFE devrait donc élargir son réseau de parties prenantes au niveau national pour inclure le secteur privé, les groupements de producteurs et les organisations de développement qui interviennent dans le domaine de la vulgarisation agricole et des services de conseil rural. Les représentants de ces groupes devraient être invités à des ateliers et des assemblées de premier plan aux niveaux national et régional.

Nombre d'étudiants en milieu de carrière en décembre 2017

Cursus de licence ou de diplômes en milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	550	19	569
Collège agricole Kawadaso, Ghana (Dipl.)	585	4	589
Haramaya, Éthiopie (Licence)	524	79	603
Hawassa, Éthiopie (Licence)	231	81	312
Makerere, Ouganda (Licence)	393	209	602
Sokoine, Tanzanie (Licence)	955	144	1.099
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	222	68	290
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	260	27	287
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	186	30	216
Université Bayero, Nigéria (Licence)	180	51	231
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	166	57	223
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	133	20	153
Université de Lilongwe, Malawi (Licence)	125	25	150
Université de Bahir Dar, Éthiopie (Licence)	124	64	188
Université de l'État d'Adamawa, Nigéria (Licence)	24	75	99
Université d'Ilorin, Nigéria (Licence)	43	14	57
Université de Mekele, Éthiopie (Licence)	126	60	186
Université de Wollo, Éthiopie (Licence)	93	40	133
Université de Jimma, Éthiopie (Licence)	41	70	111
Université de Ségou, Mali (Licence)	-	34	34
Université Usmanu Danfodiyo, Nigéria (Licence)	-	44	44
Université d'Arba Minch, Éthiopie (Licence)	-	70	70
Université de Semera, Éthiopie (Licence)	-	32	32
Université de Jijiga, Éthiopie (Licence)	-	16	16
Total partiel	4.961	1.333	6.294
BOURSES D'ÉTUDES	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	-	6
Licence	33	-	33
Maîtrise	61	-	61
Doctorat	10	4	14
Total partiel	110	4	114
TOTAL GÉNÉRAL	5.071	1.337	6.408

THÉMATIQUE 5

SUIVI-ÉVALUATION, APPRENTISSAGE ET DISSÉMINATION (SEA&D)

La thématique SEA&D fournit des informations sur la qualité et les performances des programmes. Elle supervise également les travaux de l'Unité de communications.

Formation du personnel aux systèmes d'information de gestion et au suivi-évaluation

La SEA&D a renouvelé sa licence du logiciel SPSS Statistics et acquis une nouvelle licence pour le logiciel ArcGIS couvrant les quatre pays phares de la SAA. Une formation a été dispensée au personnel de programme et à des stagiaires sur différents logiciels analytiques et outils de collecte des données, et un atelier régional a été organisé pour partager les expériences des différents pays à propos des principales activités mises en œuvre.

Évaluations des besoins

En Éthiopie, l'évaluation des besoins a couvert 20 *kebeles* (quartiers) dans cinq régions et une nouvelle évaluation a été entreprise sous l'égide du projet de la Fondation Packard. Les évaluations ont fait état d'un faible taux d'adoption des pratiques de conservation et d'intensification de l'agriculture durable. Pour les sites du projet AGRA au Mali, parmi les besoins identifiés figuraient la formation, la commercialisation et l'accès au crédit. Les principales contraintes concernaient le manque de conseillers agricoles, l'infertilité des sols et le coût élevé des engins agricoles. Au Nigéria, une évaluation a été menée dans l'État de Gombe afin de déterminer les besoins des groupements de femmes en systèmes post-récolte. En Ouganda, ce sont le maïs (42 pour cent) et les haricots (26 pour cent) qui ont été identifiés comme les récoltes vivrières les plus importantes. Les principales difficultés concernent des conditions météorologiques capricieuses (75 pour cent) ainsi que les ravageurs et les maladies (25 pour cent). Le séchage à même le sol était la méthode la plus répandue dans le district de Gulu (100 pour cent) et de Mukono (75 pour cent). La majorité des producteurs battaient leurs récoltes avec des bâtons (88 pour cent) et 86 pour cent commercialisaient leurs produits individuellement.

Suivi de la production

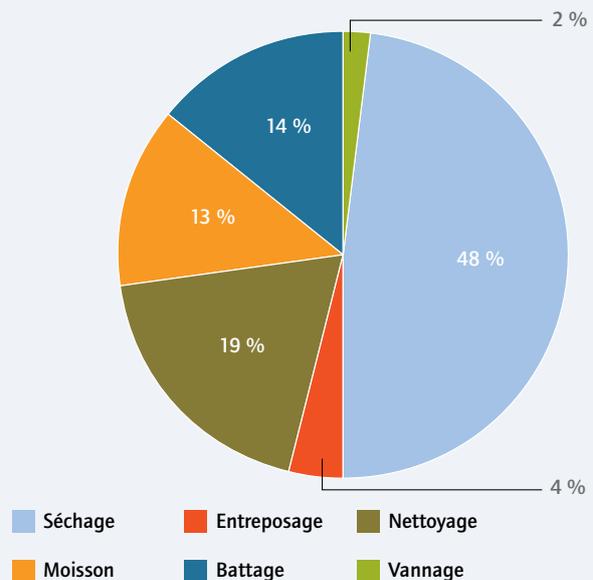
Au Mali, les équipements de stockage hermétique ont contribué au maintien de la qualité des semences et les agriculteurs ont signalé une hausse des revenus. Toutefois, l'accessibilité et le coût du matériel ont été dénoncés comme des obstacles majeurs. Au Nigéria, l'équipe SEA&D s'est rendue dans les États de Kano, Jigawa et Gombe et a conseillé aux agriculteurs de conserver la trace des données relatives à leurs coûts, leurs rendements et leurs revenus. SEA&D a également rendu visite à des groupements de femmes dans les unités administratives de Doho et Kwami qui enregistrent désormais de meilleures ventes de *dawa-dawa*. En Ouganda, sous l'égide du projet de K+S KALI GmbH, les producteurs des districts d'Apac et de Dokolo pratiquent les semis en lignes ; toutefois, l'application d'engrais reste faible. Les principales raisons citées pour la non-adoption sont le coût des intrants et des pratiques gourmandes en main-d'œuvre. Des bâches étaient surtout utilisées pour la moisson et le séchage, alors que 91 pour cent des agriculteurs utilisaient des égreneuses à maïs motorisées. Les raisons citées pour la non-adoption sont le coût élevé et le manque de disponibilité des égreneuses et des sacs PICS. Dans le cadre de la phase 2 du Projet de développement des huiles végétales (VODP2), le rendement moyen des fèves de soja s'est élevé à 150 kg/ha.

Suivi des résultats

En Éthiopie, des démonstrations de culture ont engendré une demande en technologies améliorées ; toutefois, la précarité de la chaîne d'approvisionnement en intrants reste un problème pour l'adoption des technologies. Au Mali, la production a été affectée par un manque de précipitations. Toutefois, on a pu enregistrer des rendements pour la variété de maïs Dembanayuma à Fanidiama, Tiola et Monzoblenna. La variété de millet NKO au PHTC de Dacoumani a donné un rendement de 1.450 kg/ha, presque 50 pour cent de plus que le rendement moyen dans la région. Soixante-douze pour cent des répondants sont des adeptes potentiels.

En Ouganda, les agriculteurs ont reçu une formation sur mesure en confiserie et les revenus annuels moyens sont de l'ordre de \$50 à \$387. Soixante pour cent des agriculteurs ont utilisé des semences améliorées et 20,3 pour cent ont appliqué des mesures de lutte contre les maladies et les ravageurs. La vente individuelle atteignait 71,2 pour cent. Les semis en lignes étaient la technologie la plus couramment adoptée, avec un taux d'utilisation de 50 pour cent. L'utilisation de bâches pour le séchage a été signalée par 48 pour cent des répondants, tandis que le nettoyage au moyen de tamis était cité par 19 pour cent d'entre eux.

Pratiques post-récolte adoptées en Ouganda



Évaluations d'impact

Une étude approfondie a été entreprise en Éthiopie concernant l'adoption et les effets multiplicateurs des technologies promues. Un producteur hôte de parcelle à option technologique (TOP) a formé 16 producteurs en moyenne tandis qu'un hôte de parcelle d'essai de production (PTP) en a formé 12 autres. Les hôtes de démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) ont formé en moyenne cinq producteurs tandis que les spectateurs Digital Green en ont formé trois. Une étude sur l'utilisation des batteuses a révélé que l'usage d'engins agricoles réduisait la main-d'œuvre à raison de 49 pour cent. Au Mali, des femmes membres d'une VSLA ont témoigné : « Grâce à la VSLA, j'ai désormais les moyens financiers de pratiquer la vente », et « La VSLA m'a aidée à faire soigner mes enfants lorsqu'ils étaient malades ».



Évaluation des besoins en *focus group* dans le village de Tiola, région de Sikasso au Mali, l'un des 11 PHTC

Au Nigéria, des groupements de producteurs ayant des besoins spéciaux ont été formés en dynamique de groupe et en gestion, en élevage de volaille et de petits ruminants et en horticulture. Une des femmes membres, Musa Kuturu, a témoigné : « L'intervention a été pour nous une main tendue ; je pensais que les personnes ayant des besoins spéciaux étaient complètement oubliées, mais désormais j'ai plus d'espoir ». L'analyse économique de la production de maïs en saison sèche dans les États de Kaduna et de Kano a indiqué des coûts respectifs moyens de production/hectare de l'ordre de \$556 et \$519 et la production moyenne par hectare s'est élevée à 62.000 épis dans le premiers cas et 64.000 dans le second avec une rentabilité nette respectivement placée à \$3.749 et \$2.147/hectare. En Ouganda, une étude approfondie sur le rôle des NAPB a démontré que la fourniture d'intrants était la méthode de soutien la plus populaire. Les équipements post-récolte et

agro-industriels achetés étaient principalement des bâches (66 pour cent) et des sacs PICS (18 pour cent). Parmi les problèmes rencontrés, on peut citer le coût élevé (25 pour cent) et la non-disponibilité (15 pour cent) des intrants, tandis que les principales difficultés identifiées par les NAPB étaient la faiblesse de la demande en intrants agricoles (26 pour cent) et un manque de capitaux (23 pour cent).

Évaluations

Au Nigéria, SEA&D a participé au développement d'une méthodologie et d'approches pour l'évaluation de deux projets : le projet de USAID-MARKETS II sur le maïs en saison des pluies dans l'État de Kaduna et le projet AGRA dans les États de Kaduna et Kano. En Ouganda, 90 pour cent des agriculteurs ayant répondu à une évaluation de la formation dispensée par des conseillers agricoles ont estimé que les séances étaient pertinentes et 93 pour cent ont signalé que les sujets enseignés (moisson, séchage et décorticage) étaient faciles à assimiler. Quatre-vingts pour cent des agriculteurs ayant pris part à l'enquête ont indiqué qu'il n'était pas difficile d'appliquer les compétences et connaissances acquises dans le cadre d'une formation de vulgarisation. Une évaluation du matériel post-récolte et agro-industrie promu a été amorcée au Mali et se poursuit.

Gestion des connaissances – Documentation et partage

Des réunions trimestrielles d'évaluation du personnel dans tous les pays ont servi à présenter les résultats de l'étude. Des journées paysannes destinées aux médias ont été facilitées dans tous les pays phares et, au Mali, des brochures relatant le succès retentissant de l'intervention SAA/ AGRA ont été distribuées. Au Nigéria, dans le cadre du Nigeria Incentive-Based Risk Sharing System for Agricultural Lending (NIRSAL), des guides ressources sur les récoltes ont été publiés pour l'arachide, le soja, le maïs et le riz. Un manuel de vulgarisation a également été publié dans le cadre du projet N-Power du gouvernement fédéral. En Ouganda, des réunions de restitution ont été organisées au niveau des districts afin de mettre en commun les résultats de l'étude.



Un enquêteur de la thématique SEA&D collecte des données auprès d'un agriculteur du *woreda* de Silte en Éthiopie

ÉTHIOPIE

Rapport national

En 2017, SG 2000 Éthiopie a mis en œuvre six projets dans cinq États régionaux, couvrant plus de 55 *woredas* et 180 *kebeles*. Il s'agissait du Fonds des activités de base et des projets portant sur le Maïs nutritif pour l'Éthiopie (NuME), Digital Green (DG), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), les sacs PICS 3^e génération (pour le stockage amélioré des récoltes, développés par l'Université Purdue) et les organisations paysannes, projets qui sont tous en harmonie avec les politiques et stratégies gouvernementales. Les conditions climatiques tout au long de l'année ont été favorables aux opérations de production et de moisson, même si l'on a observé quelques irrégularités dans l'arrivée et la répartition des précipitations dans la région d'Amhara, le Tigré, et la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNPR).

Amélioration de la productivité agricole (APA)

Les principales interventions au titre du cycle végétatif 2017 ont été la formation en renforcement des capacités des conseillers agricoles et des agriculteurs, l'établissement de bonnes pratiques agricoles (BPA) à partir de nouvelles méthodes et technologies et l'organisation de journées paysannes et de partage d'expériences pour sensibiliser l'opinion et accroître la demande. En tout, 1.319 conseillers agricoles et 2.157 agriculteurs ont été formés durant les séances préalables à la campagne et de mi-saison. Suite à cette formation, 1.836 démonstrations axées sur les BPA, les parcelles de variétés communautaires (PVC), le maïs à forte teneur en protéines (QPM), l'engrais NPS et les super granules d'urée (SGU) ont été déployées dans 41 *woredas*. Des PVC ont été établies dans des Centres de formation agricole (CFA) pour permettre aux agriculteurs d'évaluer les différences et de sélectionner les variétés de cultures et les technologies les mieux adaptées à leurs besoins. Dix groupements de multiplication communautaire des semences (MCS) réunissant 240 agriculteurs ont été organisés dans 10 *woredas* et ont multiplié 225 tonnes de semences améliorées diverses. 228 journées paysannes ont été organisées pour 55.563 participants, dont 52.642 agriculteurs. Une visite de partage d'expériences a été organisée pour 174 agriculteurs, du personnel de vulgarisation et des responsables issus de 18 *woredas*, dans le but de mettre à l'échelle les technologies présentées.

Systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

La thématique Systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI) a intensifié la promotion des batteuses polyvalentes, des égreneuses à maïs et des systèmes de stockage hermétique, y compris des sacs PICS et des silos métalliques. Plus de 6.000 démonstrations et 18 journées paysannes ont été organisées pour 67.045 agriculteurs et responsables (dont 24.013 femmes). Une formation des formateurs (FdF) en manutention post-récolte et en gestion du stockage a été dispensée à 251 membres des services de vulgarisation, qui ont à leur tour formé 66.246 agriculteurs (dont 24.207 femmes). La thématique a aussi aidé cinq groupements de jeunes (comptant 45 membres) à proposer des services de battage et de décorticage aux agriculteurs. Les membres des groupements ont été formés à la gestion d'entreprise ainsi qu'à la manutention et l'opération des engins. Ils ont également participé à une visite de partage d'expériences pour observer et apprendre les métiers de décorticage et de battage. Une formation en réparation et en maintenance a été organisée pour 13 techniciens afin d'épauler la prestation de services par des groupements de jeunes. Ces groupements ont proposé leurs services à 233 agriculteurs et,



Des représentants du ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles observent les résultats des sacs PICS lors d'une journée paysanne à Mecha, région d'Amhara, en Éthiopie

en une seule campagne de battage, ils ont gagné un montant total de 85.000 Birrs. Une formation en nutrition a été organisée à l'intention de 108 femmes des zones rurales pour qu'elles puissent acquérir des connaissances de base sur la nutrition, la composition de compléments alimentaires pour les nourrissons (de 7 à 23 mois) et pour diversifier les habitudes alimentaires de leur ménage.

Suite à la promotion réussie des sacs PICS et des engins post-récolte, 200.000 sacs ont été vendus à des producteurs et le ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles (MARN) a déployé 100 égreneuses à maïs, 96 batteuses polyvalentes et 96 moissonneuses manuelles à des fins de démonstration. Le MARN a également généralisé le modèle SG 2000 afin d'organiser de jeunes prestataires de services pour la promotion de technologies de mécanisation. À ce jour, 35 groupements de jeunes comptant 525 membres ont été mis en place. L'initiative Achats pour le progrès (P4P) du Programme alimentaire mondial a fait l'acquisition de 35 égreneuses à maïs et 35 nettoyeuses à grains ; la Fondation Clinton a acheté 50 égreneuses à maïs et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait l'achat de 4 égreneuses à maïs, 4 batteuses polyvalentes, 11 silos métalliques et 1.800 sacs PICS à des fins de démonstration ; elle a également promu les méthodes de stockage hermétique dans 14 *woredas* de la région de Benishangul-Gumuz.

Partenariat public-privé et accès au marché (PPP&AM)

En 2017, PPP&AM s'est allié à d'autres thématiques de la SAA pour unir leurs efforts enthousiastes en vue de promouvoir une agriculture orientée sur le marché auprès des petits producteurs dans les zones d'intervention de projets de la SAA/SG 2000. Deux résultats à long terme et quatre résultats intermédiaires visaient à accroître les revenus des exploitants familiaux et des producteurs commerciaux émergents. Le but était de former 50 conseillers agricoles, d'aider 4.000 exploitants familiaux à accéder aux systèmes d'information de gestion (SIG), à renforcer les capacités de 62 acteurs de la chaîne de valeurs (ACV), de définir les besoins en renforcement des capacités de 90 organisations paysannes, de relier 50 OP à des ACV et de faciliter l'accès au marché de 5.000 tonnes de produits issus des petits producteurs. PPP&AM a pu dépasser certains de ces objectifs et, au final, elle a formé un total de 66



experts et 70 ACV, facilité l'accès de 5.000 producteurs à des SIG, établi et renforcé 98 OP et créé des liens avec le marché pour les OP qui ont pu fournir 6.635 tonnes de produits. La thématique a également publié cinq guides des meilleures pratiques et organisé six journées paysannes. Elle a aussi soutenu 116 OP par le biais de son projet dans ce domaine.

Promotion d'une approche de vulgarisation par vidéo

Le projet de mise à l'échelle de Digital Green a été mis en œuvre dans cinq *woredas* de la région Amhara afin de promouvoir les systèmes de vulgarisation à base de vidéo (VBV). Les réunions bilans du comité de pilotage de deux *woredas* ont réuni un total de 42 participants. Tout au long de 2017, le projet a dispensé une formation en compétences techniques à 23 membres vidéastes dans les *woredas* et 326 conseillers agricoles, et il a facilité la production de 38 vidéos saisonnières. Ces vidéos ont été visionnées par 24.313 producteurs ciblés, et 5.984 d'entre eux ont adopté les technologies vantées dans le reportage. Tous les *woredas* participant au projet ont désormais intégré la technologie dans leurs activités régulières de suivi, 10 à 20 % étant alloués aux activités de Digital Green pour évaluer les performances du personnel de vulgarisation. Une supervision et de fréquentes évaluations de qualité ont permis d'accroître les performances et d'améliorer les vidéos et leurs séances de diffusion.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

SEA&D a continué de générer des données probantes afin de renforcer l'impact de ses travaux. Pour mesurer cet impact, SEA&D a coordonné l'élaboration du nouveau Document de Stratégie nationale 2017-2021 et elle a établi le cadre de suivi-évaluation pour l'accompagner. Afin de garantir des interventions fondées sur les besoins dans les projets phares et annexes, SEA&D a coordonné des enquêtes communes d'évaluation des besoins nécessitant la participation de toutes les thématiques de programmes, dont les résultats ont permis de mettre en œuvre des activités de vulgarisation de la chaîne de valeurs. SEA&D a également entrepris des enquêtes de suivi des résultats des activités de projet phare déployées sur d'anciens sites d'intervention (2014-2017). L'enquête a révélé que démonstrations de technologie et journées paysannes créaient non seulement de la demande en pratiques et technologies améliorées mais aussi des opportunités pour le renforcement de capacités du personnel de vulgarisation au

niveau de *kebeles* et des *woredas*. Les perspectives d'adoption et d'utilisation des technologies sont compromises par la précarité du système et de la chaîne d'approvisionnement en intrants, à l'exception de la promotion des sacs PICS et des services de battage/décorticage offerts par les groupements de jeunes. La viabilité de ces derniers nécessite une diversification des entreprises de services de battage/décorticage pour permettre aux groupements de jeunes de générer un revenu tout au long de l'année. Les interactions du marché des produits ont nécessité un renforcement des capacités des OP par le biais de formations, de visites de découverte et de participation à des forums de mise en relation du marché. Toutefois, les OP sont bridées dans leur volonté de se lancer dans la commercialisation de leurs produits du fait d'un manque de capitaux de démarrage pour acheter les intrants et d'une capacité de stockage limitée. SEA&D a partagé deux dossiers de travail et coordonné des activités de documentation en préparation de deux expositions et symposiums organisés par les ministères publics. SEA&D a également coordonné des activités de documentation à l'occasion du 30^e anniversaire de la SAA en Afrique.

Relations extérieures/ avec les bailleurs de fonds

SG 2000 Éthiopie a continué d'entretenir de bonnes relations de travail avec le MARN, l'Institut éthiopien de recherches agricoles et ses antennes régionales (EIAR), l'Agence de transformation agricole (ATA), l'Agence fédérale de coopération (FCA) et ses bureaux régionaux, les centres internationaux de recherches agricoles, ses partenaires (voir tableau ci-dessous) et des entreprises des secteurs public et privé.

Récompenses reçues

En 2017, SG 2000 Éthiopie a été récompensée pour sa contribution au renforcement des OP et des associations professionnelles agricoles ; des prix lui ont été décernés par les organisations suivantes : la FCA, l'Association Shashemene de personnes affectées par la lèpre, l'Association éthiopienne de gestion post-récolte (ESPHM), l'Association éthiopienne des professionnels de l'agriculture (EAAP) et l'Association de phytotechnie d'Éthiopie.

Résumé des nouveaux projets annexes				
Nom du projet	Bailleur de fonds	Durée	Montant en \$US	Vue d'ensemble du projet
Sacs PICS 3G pour le stockage amélioré des récoltes développés par l'Université Purdue	Université Purdue	août 2015 - août 2017	492.653	Les sacs PICS ont été introduits et promus à grande échelle pour réduire les pertes lors du stockage des récoltes. Le sac a été largement adopté par les agriculteurs.
Mise à l'échelle de l'utilisation d'engrais au potassium	AGRA	octobre 2015 - mars 2017 (prolongation sans coût supplémentaire jusqu'en mars 2018)	562.326	Établir des parcelles de démonstration sur l'utilisation d'engrais au potassium (K) pour accroître la production agricole et la productivité.
Maïs nutritif pour l'Éthiopie (NuME)	CIMMYT/DFATD	2011 - 2018	2.517.100	Adoption, production et utilisation larges et durables de maïs à forte teneur en protéines avec réduction de la sous-nutrition, tout particulièrement chez les jeunes enfants.
Digital Green	Fondation Digital Green Inde	janvier 2014 - avril 2017 (prolongation sans coût supplémentaire jusqu'en avril 2018)	365.208	L'informatique est utilisée comme un outil pour améliorer l'efficacité des prestations de services de vulgarisation par le renforcement des capacités des agents de développement (AD) en production et diffusion de vidéos auprès des groupements de producteurs.
Évaluation des besoins pour la promotion d'une agriculture de conservation (AC)	Fondation Packard	septembre 2017 - janvier 2018	50.084	Les besoins d'une vaste promotion de l'AC pour une agriculture et une utilisation durables des ressources naturelles ont été identifiés.

SAA Mali renforce son approche par Centre d'échanges et de systèmes post-récolte

Les activités de l'année ont commencé alors que la SAA élaborait son second Plan stratégique (PS). La vulgarisation basée sur le modèle du Centre d'échanges et de systèmes post-récolte (PHTC) constitue l'épine dorsale du PS du Mali et a été élaboré et mis en œuvre au cours du premier PS (2012-16) pour aider les agriculteurs à ajouter de la valeur, à obtenir des prix majorés pour leurs produits et à sortir de la pauvreté.

En 2017, ce concept a progressivement évolué pour devenir une approche par Centre de production, de systèmes post-récolte et d'échanges, de manière à inclure l'élément production et à embrasser une approche intégrée de la chaîne de valeurs. Onze centres de ce type étaient opérationnels en 2017 sur nos quatre zones d'intervention : Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou. À chaque PHTC, les besoins des agriculteurs sont évalués pour identifier des points d'entrée ; des plateformes d'apprentissage agricole (PAA), y compris des parcelles de démonstration communautaires (PDC), des parcelles de semences communautaires (PSC), des parcelles d'adoption des technologies (PAT), des parcelles d'adoption de modèle (PAdM), des entreprises agroalimentaires et des boutiques d'intrants ont toutes été déployées. Des conseillers agricoles gouvernementaux, des techniciens de terrain et des facilitateurs communautaires ont reçu des instructions concernant la formation d'autres exploitants familiaux. Des journées de visite de terrain destinées aux médias, des visites de terrain interthématiques, des fournitures d'équipement et d'intrants aux agriculteurs, des réunions de restitution, des assemblées de parties prenantes, une célébration à l'occasion du 30^e anniversaire de la SAA et des foires commerciales ont été organisés en collaboration avec des partenaires nationaux. Toutes ces activités ont été suivies de près par l'unité SEA&D et par la Direction nationale de l'Agriculture. Dans ce bilan, nous mettons en avant certains de nos principaux accomplissements en 2017 et d'autres informations importantes.

Réalisations

Amélioration de la productivité agricole (APA)

La SAA a recensé des besoins communautaires en matière de bonnes pratiques agricoles (BPA), y compris le traitement des semences, les semis en ligne et la gestion des engrais (aussi bien la méthode que le moment de l'application) et elle les a fait connaître aux agriculteurs par le biais de PDC et de PSC dans toutes les régions, en renforçant les capacités des agriculteurs à appliquer ces pratiques. Dans les zones les plus sèches, des technologies climato-intelligentes (TCI), telles que l'utilisation de variétés à maturation précoce, la prégermination, le traitement des semences et la gestion de l'eau (billonnage, construction de diguettes et labour en courbe de niveau), ont été démontrées. En tout, 480 kits d'intrants (Fig. 1) ont été préparés et distribués aux agriculteurs pour mettre en place 480 PDC (240 dirigées par des femmes et 240 par des hommes), réparties sur nos quatre zones



Transfert de matériel à des agricultrices de Koloniboudio lors d'une cérémonie à Kolonto, au Mali

Fig. 1 : Nombre de kits de production distribués aux agriculteurs hôtes par culture

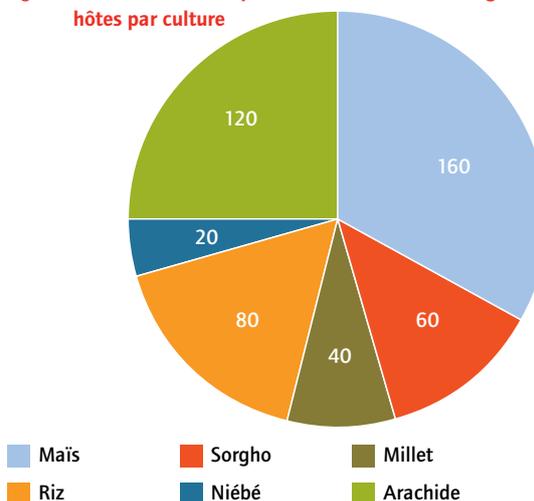


Fig. 2 : Rendement [kg/ha] des PDC cultivées par des hommes

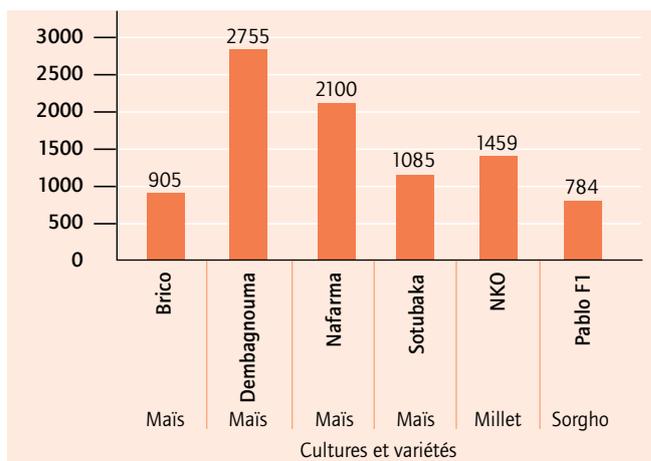


Tableau 1 : Rendement moyen [kg/ha] des PDC cultivées par des femmes

Culture	Variété	Rendement [kg/ha]	Rendement potentiel [kg/ha]	Pourcentage atteint
Arachide	Fleur 11	1.123	1.200	93,58
Niébé	Korobalen	600	2.000	30
Riz	Nerica 8	1.074	4.000	26,85



Un groupement de femmes de la parcelle de démonstration de riz en culture pluviale à Zampédougou, région de Sikasso au Mali

zones d'intervention. L'arrêt prématuré des pluies a engendré une diminution des rendements, voire une moisson rachitique, dans les zones les plus sèches (Fig. 1 & 2 ; Tableau 1).

Systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

Les interventions ont englobé la promotion et la démonstration de petits engins pré-moisson (motoculteurs, planteuses motorisées, etc.), et des opérations post-récolte et de transformation (moulins à riz, broyeurs de céréales, machine à décortiquer et nettoyer le fonio, etc.). Des conseillers agricoles, des agriculteurs et des transformateurs ont été formés à l'utilisation de ces engins et les communautés ont été aidées pour mettre au point de nouvelles recettes. Parmi nos principaux accomplissements, on peut citer le travail avec 10 des 12 PHTC ; la présentation d'une égreneuse

mobile à maïs à 255 agriculteurs (190 femmes et 65 hommes) ; la démonstration d'une planteuse manuelle à micro-dose et d'une décortiqueuse d'arachides à 200 agriculteurs (110 hommes et 90 femmes) ; et la démonstration d'outils de stockage hermétique (tanks plastiques et sacs PICS) à 170 agriculteurs (dont 71 jeunes).

Prix et certificats

Certificat de reconnaissance du gouvernement du Mali (mars 2017)

Développement d'entreprise pour les producteurs et les agrotransformateurs

La SAA a promu une variété de modèles d'entreprise, y compris des boutiques d'intrants, un système de réceptionnés d'entrepôt, des foires commerciales et la commercialisation groupée. Elle a connu beaucoup de succès avec le système de warrantage, grâce auquel 80 organisations paysannes (OP) ont été épaulées pour stocker 10.000 tonnes de céréales dans l'attente d'une hausse des prix du marché, obtenir un crédit à hauteur de 200.000 dollars et une majoration de leur prix de vente de 8 pour cent. Un groupement de femmes du village de Sakoiba (région de Ségou) a bénéficié d'une formation et de la distribution de kits de transformation de beurre de karité, qui ont permis aux membres du groupe de produire et de commercialiser deux tonnes de beurre et 500 kg de savon, créant ainsi de nouvelles opportunités d'emplois.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

L'approche de prise de décisions fondée sur la preuve adoptée par la SAA repose sur des évaluations des besoins, un suivi des produits et des résultats ainsi qu'une évaluation des interventions et des impacts. En 2017, sept enquêtes sur l'évaluation des besoins ont été réalisées dans sept nouveaux sites d'intervention.

Publications phares

1. Amélioration des conditions de vie des petits producteurs de Fanidiama à travers le warrantage, une initiative de SG2000-Mali, septembre 2017
2. Évaluation d'impact des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit, SAA/Mali, décembre 2017
3. Suivi des Parcelles de Démonstration Communautaire et Parcelles de Production de Semences mises en place par le thème Amélioration de la Productivité des Cultures de SG2000 – Mali, août 2017
4. Base de données sur les prestataires de services publics et privés pour le renforcement et le suivi des partenariats. Expériences de SAA-Mali (2012-2016)

Nouveaux partenariats	
Partenaire	Objet du partenariat
Organisation des Pays-Bas pour la recherche scientifique NWO/WOTRO	Développement du secteur semencier / sécurité alimentaire
Food & Business Knowledge Platform – F&BKP	Sécurité alimentaire et nutrition
Institut royal des Tropiques - KIT	Développement du secteur semencier / sécurité alimentaire
Ambassade des Pays-Bas au Mali	Sécurité alimentaire
Développement intégré du secteur semencier en Afrique - ISSD/AFRIQUE	Développement du secteur semencier / sécurité alimentaire
Ambassade du Japon au Mali	Sécurité alimentaire

Résumé des nouveaux projets annexes				
Titre du projet	Partenaire/baillleur de fonds	Durée	Montant en \$US (intégralité du projet)	Vue d'ensemble du projet
Développement de modèles de semences de base économiquement viables pour la sécurité alimentaire au Mali	Organisation des Pays-Bas pour la recherche scientifique NWO	2017 - 2020	444.795	Par la co-crédation avec des partenaires nationaux et internationaux, nous essaierons trois modèles de semences de base pour déterminer leur productivité, efficacité et durabilité. Les modèles qui donneront les meilleurs résultats seront promus et les capacités des acteurs renforcées.

La visibilité de la SAA en matière de vulgarisation de la chaîne de valeurs continue de s'améliorer grâce à diverses interventions menées par l'organisation, notamment dans le cadre des projets tels que : **MARKETS II de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), N2AFRICA, AGRA, l'Initiative agronomique sur le manioc africain (ACAI), l'Extension de l'agronomie du maïs en Afrique (TAMASA) et notre partenariat avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). 2017 a également vu l'achèvement de certains projets annexes, y compris le projet MARKETS II de l'USAID et le projet sur la santé des sols de l'AGRA.**

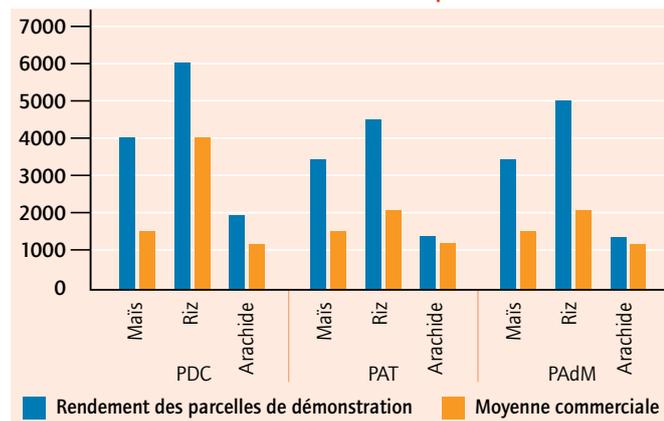
La stabilité de la valeur de la monnaie locale tout au long de l'année s'est retrouvée dans la fermeté des prix de certains produits, notamment les intrants agricoles. La variabilité extrême du climat prédispose les systèmes de production aux chocs et au stress ; ainsi, l'an dernier a vu des pluies précoces arroser le pays mais l'interruption prématurée des précipitations, conjuguée à l'arrivée d'un vent froid harmattan, a affecté les rendements des cultures plantées tardivement, notamment le riz. C'est ainsi qu'il devient de plus en plus important de comprendre la complexité des facteurs et des processus de l'amélioration génétique qui brident, ou au contraire qui améliorent, l'aptitude des agriculteurs à bâtir des moyens de subsistance résilients. Il est impératif d'optimiser les capacités des producteurs à accéder et à contrôler les ressources requises pour s'adapter aux chocs et au stress afin d'assurer la sécurité alimentaire. Deux agents de programme ont été recrutés pour les thématiques 3 et 5, et 18 étudiants en agriculture à l'université ont été accueillis dans le cadre de stages industriels.

Coup d'envoi d'un nouveau Plan stratégique (PS)

Amélioration de la productivité agricole et vulgarisation

Le besoin d'une agriculture fondée sur les connaissances est désormais plus pressant que jamais car le développement est de plus en plus dicté par les tendances des marchés urbains, la mondialisation, l'évolution des schémas de consommation, les contraintes en matière de foncier et de ressources en eau, les changements climatiques, le besoin d'énergies renouvelables, et l'émergence de ravageurs et de maladies. La clé du succès de la SAA consiste à identifier sans cesse de nouvelles technologies éprouvées et à en faire la démonstration aux producteurs en leur dispensant une formation pratique. Sur la base des contraintes de production identifiées, un

Fig 1 : Rendement moyen du maïs, du riz et de l'arachide sur les PDC, les PAT et les PADm durant la saison des pluies 2017



total de 420 parcelles de démonstrations communautaires (PDC), 1.575 parcelles d'adoption des technologies (PAT) et 210 parcelles d'adoption de modèle (PADm) a été proposé. Toutes les PAT proposées ont été mises en place, ainsi que 396 PDC et 289 PADm. De même, le projet ACAI a vu l'établissement de 259 essais à la ferme pour définir des recommandations en matière d'engrais pour le manioc en fonction du site. Les rendements des parcelles de démonstration ont été favorables par rapport à ceux des parcelles communautaires (Fig. 1). La SAA a également imprimé 3.000 Guides de production agricole consacré au riz et 2.000 exemplaires d'un manuel portant sur le placement profond de l'urée (UDP) dans le cas du maïs pour distribution à des conseillers agricoles et des agriculteurs. Les vulgarisateurs ont pu former 10.500 agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles (BPA) et ils ont organisé trois grandes journées paysannes et 105 événements de moindre envergure, auxquels ont participé 3.376 agriculteurs (2.450 hommes et 926 femmes).

Systèmes post-récolte et agro-industrie

La démonstration et l'adoption de technologies post-récolte et agro-industrielles peut contribuer à la sécurité alimentaire, à la nutrition et au revenu des agriculteurs. La SAA a conscience des contraintes socio-culturelles et résorbe les manques de compétences et toute contrainte économique ou technique en se procurant des technologies qu'elle teste et dont elle fait la promotion auprès des exploitants familiaux, tout en mettant à niveau les connaissances et les compétences des fabricants. Une évaluation des besoins menée dans 15 nouveaux sites a vu 10.687 agriculteurs formés sur les techniques de manutention et d'entreposage post-récolte, tandis que des démonstrations de stockage hermétique et de batteuses de soja et de millet étaient organisées dans les États de Kano et de Kaduna, pour tenter de résoudre un problème vieux comme le monde auquel sont confrontés les agriculteurs. Dans le domaine de la nutrition et de l'innocuité des aliments, la SAA a formé 90 participants à la préparation de compléments alimentaires nutritionnellement équilibrés pour les nourrissons et les adultes en se servant d'ingrédients locaux comme le maïs, le riz et le sorgho, et elle a renforcé les capacités de 29 opérateurs d'engins agricoles et 38 techniciens – ainsi que six groupements de femmes – en transformation du maïs et usinage du riz. En tout, 500 manuels de formation et 1.000 brochures sur la manutention post-récolte du maïs et du riz ont été produits et distribués aux usagers.

Développement d'entreprises et partenariats

Réconsciente que la collaboration est un moyen efficace de résoudre une myriade de problèmes de développement agricole, la SAA entretient des partenariats qui montrent un large éventail de compétences, d'actifs, de technologies et de ressources pour exécuter des interventions prometteuses pour les exploitants familiaux. La SAA a forgé des partenariats couronnés de succès avec les pouvoirs publics, l'USAID, la JICA, des transformateurs, des universités, des centres de recherche et des bailleurs de fonds, qui ont tous profité aux exploitants familiaux. Un répertoire de prestataires de services publics et privés fiables a été actualisé et distribué auprès des acteurs de la chaîne de valeurs afin de guider les partenariats et la promotion efficaces des ressources. Comme l'accès des agriculteurs aux informations sur les intrants/les produits du marché est limité, la SAA a mis en place 30 Centres d'informations de marché (CIM) gérés par 30 opérateurs et elle a renforcé les capacités de 120 conseillers agricoles pour leur permettre d'accompagner des groupements de producteurs afin qu'ils soient plus performants, plus efficaces et plus durables. Les capacités d'action collective ont été dopées par le biais de séances de formation pour 48 participants sur les thèmes de l'agro-industrie, la dynamique de groupe, la



Centre de commercialisation groupée de Tudun Wada dans l'État de Kano au Nigéria

gestion d'entreprise, l'épargne et le crédit villageois ainsi que l'accès au marché. Une plateforme de discussion pour 30 représentants de producteurs et 30 acteurs des marchés de produits a été mise en place et a permis de fournir 1.650 tonnes de produits d'une valeur de 135.836 dollars aux négociants et aux transformateurs.

Renforcement du système de vulgarisation

Une vulgarisation efficace améliore l'accès des producteurs aux innovations et aux informations ; elle entretient les relations, ce qui, par ricochet, favorise une hausse des rendements et des revenus. Des agents dûment formés garantissent la dissémination des meilleures pratiques, en aidant à structurer les coopératives ou à mettre en œuvre des programmes annexes dans les communautés locales. Le Nigéria continue de dépenser d'énormes ressources pour la promotion des interventions à vocation agricole par le biais de ses services de vulgarisation, bien que les conseillers agricoles ne bénéficient que d'une formation limitée et de visites de terrain peu fréquentes ; de ce fait, la complexité des enjeux agricoles sont difficiles à traiter et des étapes essentielles du processus consultatif des exploitants sont négligées. Ainsi, 105 vulgarisateurs, six coordonnateurs régionaux et trois coordonnateurs nationaux ont été formés aux pratiques agronomiques les plus prometteuses, tandis que d'autres bénéficiaient d'une formation en cascade dans les communautés d'intervention, pour toucher 6.300 agriculteurs. Le personnel de la SAA a également été formé par TAMASA et l'IPNI (Institut international de nutrition des plantes) à Nutrient Expert (NE), un outil d'aide à la décision. Cette formation a ensuite été transmise à 48 conseillers agricoles, dont 25 ont chacun contribué à l'établissement de 25 parcelles de validation. Le perfectionnement de l'utilisation de cette application permettra de valoriser la prestation de services de vulgarisation en ligne, pour toucher un nombre important d'agriculteurs d'une manière rentable et performante.

Suivi de nos progrès

Des pratiques efficaces de suivi-évaluation déterminent les avantages, les risques et les limites propres aux interventions de la SAA. Elles fournissent une source d'information consolidée sur l'avancement des projets, permettent un apprentissage collectif fondé sur l'expérience, renforcent le savoir-faire et les connaissances et génèrent des rapports qui contribuent à la transparence et la redevabilité. Cette approche pointe aussi du doigt les erreurs et offre des voies d'amélioration ; elle sert de point de départ au questionnement et à la validation des hypothèses ; elle offre un moyen d'évaluer le lien crucial entre les exécutants, les bénéficiaires et les décideurs ; elle contribue à l'héritage institutionnel et sert de base à la levée de fonds et au travail d'influence des politiques. En 2017, plusieurs actions ont été entreprises, qu'il s'agisse de formation et de supervision ou encore d'évaluation des besoins ou de suivi des activités. Pour accroître sa visibilité, la SAA diffuse un programme radio hebdomadaire et elle a documenté ses principales réalisations et partagé les résultats et les acquis avec le personnel, les partenaires, les communautés et les principales parties prenantes grâce à des supports papier, visuels et audio. La SAA joue un rôle important dans l'éducation formelle des étudiants en agriculture et, cette année, l'équipe SEA&D a coordonné la formation de 18 étudiants en technologies de l'information. La SEA&D a aussi joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la stratégie nationale en préparation du nouveau Plan stratégique.

Conclusion

Le nouveau PS a beaucoup à offrir aux exploitants familiaux, compte tenu du niveau de préparation et des suggestions judicieuses découlant du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique précédent. Nous sommes confiants que les projets annexes à venir élargiront notre portée et notre impact.

Résumé des projets annexes en cours en 2017

Nom du projet	Partenaire/baillleur de fonds	Durée	Montant	Vue d'ensemble du projet
ACAI (Initiative agronomique sur le manioc africain)	ACAI (programme lié à la FBMG) Phase I	2 ans	15.000 \$US pour les coûts de formation 2018	La Phase II porte sur le pilotage d'un logiciel et la mise à l'échelle par la SAA à compter de juin 2018 et jusqu'en décembre 2019
TAMASA (Extension de l'agronomie du maïs en Afrique subsaharienne)	TAMASA (programme dirigé par l'IITA en lien avec la FBMG) Phase I	2 ans	Non applicable	La Phase I concerne les essais sur le terrain et le développement du logiciel

UGANDA

RAPPORT NATIONAL

2017 a été une année charnière pour la SAA en Ouganda, durant laquelle elle a vu le programme pays de la SG 2000 mettre en œuvre des interventions dans huit districts sous l'égide du projet phare de la Nippon Foundation (NF). Deux d'entre elles relevaient du projet Croissance pour l'Ouganda financé par K+S KALI-GmbH, trois ont été menées dans le cadre du Projet 2^e génération de développement des huiles végétales (VODP2) financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (MAAIF) et huit autres s'inscrivaient dans le cadre du projet d'organisations paysannes financé par la NF. L'Ouganda a aussi été ravi d'accueillir la réunion du Conseil de la SAA/SAFE et de célébrer avec le MAAIF la remise du Prix africain de l'alimentation au Prof. Hon. Ruth Oniang'o.

Malgré la sécheresse prolongée et l'infestation de chenilles légionnaires d'automne (*Spodoptera frugiperda*) au cours de la première campagne, la deuxième campagne a donné lieu à de bons rendements et a permis d'atteindre les objectifs fixés pour 2017. L'année a également vu SG 2000 Ouganda prendre la deuxième place du Salon agricole national annuel, récompensée par un trophée et un certificat, et accueillir une délégation de K+S dirigée par son PDG, Burkhard Lohr, et le Prof. Andreas Gransee.

Amélioration de la productivité agricole (APA)

L'accès aux informations et à une formation pratique revêt une importance cruciale pour les exploitants familiaux et le processus d'adoption des technologies. À cette fin, SG 2000 Ouganda a distribué 4.220 exemplaires de supports d'apprentissage aux agriculteurs, aux partenaires et aux conseillers agricoles concernant le maïs, le soja, le riz, le haricot, le millet, le tournesol, le riz et le sésame, ainsi que des prospectus sur la chenille légionnaire d'automne et des affiches sur les bonnes pratiques en matière d'égalité des sexes. En tout, 403 conseillers agricoles ont été formés en agronomie, irrigation, assurance des récoltes, fertilité des sols, gestion de l'eau, agriculture climato-intelligente (ACI), analyse des marges brutes et élaboration de plans d'affaires et d'exploitation. En partenariat avec l'Organisation nationale

de recherche agricole (NARO) et l'Institut international de nutrition des plantes (IPNI), des conseillers agricoles de SG 2000 et des acteurs des consortiums Ouganda Soil ont été formés en nutrition végétale. Le personnel de SG 2000 et 34 conseillers agricoles ont été formés aux techniques d'analyse et de collecte des données de rendement et le personnel ainsi que les conseillers agricoles ont aussi reçu une formation sur le placement profond de l'urée dispensée par M. Fofana, Directeur des APA, pour tenter de relever les défis que soulèvent les changements climatiques. En tout, 186 conseillers agricoles (117 hommes et 69 femmes) ont été formés par NARO à la production de semences communautaires commerciales, tandis que quatre jardins de démonstration ont été semés sous maïs et 47 jardins multiplicateurs de semences ont été plantés sous riz, soja et arachides. En collaboration avec le MAAIF, 33 entrepreneurs (23 femmes et 10 hommes) ont reçu une formation au bon usage des produits agrochimiques et ont ouvert des magasins d'intrants agricoles. Des vulgarisateurs et du personnel de SG 2000 ont aussi formé 20.254 agriculteurs (11.240 hommes et 9.014 femmes), y compris des agriculteurs hôtes de parcelles de démonstration communautaires (PDC) et des adeptes. La formation de groupe par des facilitateurs communautaires a touché 34.821 agriculteurs (18.945 femmes et 15.876 hommes), alors que 7.108 autres (3.849 hommes et 3.259 femmes) ont eu recours au Centre mobile de formation des producteurs (MFTC). L'utilisation d'intrants améliorés a augmenté ; un plus grand nombre de magasins d'intrants ont ouvert leurs portes et 11 pompes à pédale ont été acquises par des agriculteurs.

Parcelles de démonstration communautaires (PDC), parcelles d'adoption des technologies (PAT) et pratiques communautaires (PC)

Dans le cadre du projet NF, un total de 1.382 PDC, 8 parcelles de variétés communautaires (PVC), 16 parcelles de prégermination et 36 parcelles de multiplication des semences (PMS) ont été mises en place, en plus de 266 PDC dans le cadre du projet VODP2 et 480 sous K+S, avec des variétés résistantes à la sécheresse pour le maïs, le soja, le riz, les haricots, les arachides, et des engrais. 38 ha de soja ont été plantés par



Les directeurs des thématiques de la SAA, le personnel de SG 2000 et des agents des autorités locales de district accueillis par un groupement de riziculteurs de Nyarakot au centre post-récolte de Tororo, en Ouganda



des adeptes dans le cadre du projet VODP2, tandis que des sarcleuses et des planteuses manuelles ont aussi fait l'objet de démonstrations. Au salon national de l'agriculture, les technologies PRAI et les technologies climato-intelligentes (TCI) ainsi que des pratiques telles que des modèles numériques du terrain (MNT), le billonnage, le paillage, les bassins d'infiltration et les petits réseaux d'irrigation ont attiré 42 écoles, 54 groupements de producteurs et des agriculteurs. Deux séries de journées paysannes ont été organisées : des journées sur champs verts, qui ont attiré 408 producteurs (220 femmes et 188 hommes) et des journées sur terrains à maturité, qui ont séduit 2.483 agriculteurs (1.255 femmes et 1.228 hommes), des fournisseurs d'intrants, des acquéreurs, des sociétés d'irrigation et des compagnies d'assurance.

Systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

L'utilisation de pratiques et de technologies de manutention post-récolte adéquates est essentielle pour veiller à ce que les agriculteurs obtiennent le meilleur prix pour leurs produits. Vingt-deux technologies PRAI ont été démontrées à 24.878 agriculteurs et 8 cribs ont été mis en place à des fins de démonstration, ce qui a donné lieu à l'adoption de 94 égreneuses à maïs de différents modèles, 8 décortiqueuses d'arachides motorisées, 389 silos en plastique, 4.592 sacs PICS, 135 bâches et 11 broyeurs de manioc. En tout, 348 magasiniers, agriculteurs, conseillers agricoles et agrotransformateurs (199 femmes et 149 hommes) ont été formés en gestion du stockage, tandis que 405 conseillers agricoles, distributeurs de produits et producteurs hôtes de PDC (227 hommes et 178 femmes) ont bénéficié d'une formation de la part des Organisations de producteurs ruraux (OPR) sur les normes de qualité pour les céréales, la gestion du stockage et les principes de base de la nutrition. 24 jeunes techniciens ont également été formés en fabrication et en soudure de qualité.

Quatre centres d'agrotransformation pour le riz et le maïs ont été mis en place et 10 machinistes ont été formés à l'opération et la maintenance d'engins agricoles et à la tenue de registres. Une formation aux techniques de manutention et de stockage post-récolte a été dispensée à 91 conseillers agricoles (67 hommes et 24 femmes), 126 facilitateurs communautaires et 488 producteurs hôtes (330 hommes et 284 femmes) qui, à leur tour, ont formé 33.331 agriculteurs (18.847 femmes et 14.484 hommes) et 343 riziculteurs (213 hommes et 130 femmes) aux pratiques de manutention du riz post-récolte. Une formation a également été dispensée à 212 prestataires de services privés (PSP), opérateurs d'engins agricoles et adeptes de technologie (199 hommes et 13 femmes). Dix charrues à bœuf ont été allouées à un groupe structuré d'agrotransformation de manioc par les Services nationaux de conseil agricole (NAAD). Le principal défi demeure le coût élevé des technologies post-récolte et la mise au marché de grains de qualité médiocre.

Partenariat public-privé et accès au marché (PPP&AM)

Compte tenu des ressources limitées du gouvernement, des partenariats entre les secteurs public et privé et les agences de développement sont encouragés pour stimuler la croissance du secteur agricole ougandais. De tels partenariats ont porté des fruits, comme celui avec K+S, qui a donné lieu à l'établissement de la première usine de mélange d'engrais en Ouganda. La thématique PPP&AM s'est axée sur le renforcement des capacités des groupements et des associations de producteurs en s'efforçant de les mettre en relation avec différents acteurs de la chaîne de valeur. Une formation en planification d'exploitation, sélection d'entreprises et plans d'affaires a été organisée pour 93 conseillers agricoles, qui ont à leur tour formé 1.422 particuliers (803 hommes et 619 femmes) dans le cadre des projets NF et K+S, et 215 groupes sous l'égide du projet VODP. Des groupements primaires et des associations ont développé 398 plans d'affaires, et un renforcement des compétences en agro-industrie et en méthodologie associative villageoise d'épargne et de prêts (VSLA) a été entrepris pour 275 agriculteurs ayant des besoins spécifiques (145 hommes et 130 femmes), 270 dirigeants et 157 conseillers agricoles (113 hommes et 44 femmes), qui ont à leur tour formé 8.400 agriculteurs supplémentaires (5.312 hommes et 3.088 femmes). En tout, 250 groupes ont chacun reçu une caisse VSLA, 271 groupes et 20 NAPB ont ouvert des comptes bancaires pour accéder à des prêts d'une valeur de 1.458.541 dollars et quatre groupements ont bénéficié d'une somme de 1.389 dollars chacun au titre de la prime de subsistance du gouvernement. Des séances de gestion des conflits ont également été organisées pour 469 groupements de producteurs. 592 groupements ont pu acquérir des semences améliorées grâce au modèle NAPB : 20 tonnes de sorgho blanc, 53,14 tonnes de maïs, 8.294 tonnes de haricots, 0,012 tonne d'arachides, 2.875 tonnes de soja et 0,004 tonne de graines de tournesol. Ils se sont procuré 27,03 tonnes d'engrais, 800 sacs de boutures de manioc des NAAD, et des semences de maïs d'une valeur de 18.000 dollars auprès de compagnies d'intrants. Neuf OP, dont deux Associations de centres multiservices (OSCA), ont été mises en relation avec des acheteurs et avec le Programme alimentaire mondial (PAM). Le modèle NAPB est désormais mis à l'échelle par d'autres partenaires de développement, notamment l'USAID et des compagnies d'intrants.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

SEA&D a continué de guider la SAA dans le suivi des progrès afin de lui faciliter la prise de décisions. Une évaluation des besoins, des études d'impact, un suivi des résultats, une documentation des succès et des réunions de restitution ont tous été entrepris. Quatre succès retentissants ont été documentés lors des journées paysannes destinées aux médias et des témoignages d'agriculteurs et de PSP ont également été enregistrés sur le terrain.

Résumé des projets annexes en cours en 2017

Nom du projet	Partenaire/baillleur de fonds	Durée	Montant	Vue d'ensemble du projet
Croissance pour l'Ouganda	K+S KALI GmbH - Allemagne	5 (2013-2018)	1.658.200 EUR	L'agriculture comme entreprise pour les exploitants familiaux. La productivité du maïs est passée de 1.000 kg/ha à 5.000 kg/ha ; les pertes après récolte ont diminué (de 35 à 15-17 %). Groupements/OP mis en relation avec plus de 40 acquéreurs
VODP2	FIDA/ MAAIF	2 (2016-2018)	378.857 \$US	Renforcer les capacités de vulgarisation des systèmes de production et post-récolte pour les oléagineux ; promouvoir l'approvisionnement en produits abordables à base d'huile végétale à l'échelle nationale et internationale ; soutenir 215 groupements d'exploitants familiaux pour améliorer leurs revenus

FAITS SAILLANTS DES RAPPORTS FINANCIERS DE LA SAA ET DE SAFE *dollars US*

Aperçu général pour la SAA	2017 (\$US)
Budget approuvé	9.451.045
Total revenus ordinaires	10.079.610
Total dépenses ordinaires	7.608.918
Total actifs nets	3.110.674
Solde en clôture de l'exercice	5.123.020

Détail des revenus	
Subvention NF	4.656.903
K+S (Ouganda)	473.194
VODP (Ouganda)	101.389
NuME (Éthiopie)	182.649
MARKET II (Nigéria)	119.204
Autres subventions	230.640
Autres revenus	88.430
Contributions reçues	4.227.202

Détail des dépenses	
Projet principal NF	
Frais d'exploitation	3.832.045
Frais de gestion	2.488.651
Projet K+S	
K+S (Ouganda)	320.982
Projet VODP	
VODP (Ouganda)	133.677
Projet NuME	
NuME (Éthiopie)	188.149
Projet MARKET II	
MARKET II (Nigéria)	161.166
Autres	
Autres (Éthiopie/Mali/Ouganda/Nigéria)	484.248

Nota : Du fait de la fusion de la SAA/Tokyo et la SAA/Genève, c'est la norme japonaise d'information financière pour les fondations publiques immatriculées au Japon qui a été adoptée ; la comptabilité est donc basée sur un système de l'exercice à compter du 1^{er} janvier 2017. Comme les chiffres financiers pour 2016 étaient basés sur la comptabilité de caisse, ils ne sont pas repris dans le présent rapport.

Aperçu général pour SAFE	2017 (\$US)
Budget approuvé	2.216.000
Dépenses effectives	2.151.358
Recettes effectives	2.216.000
Solde en clôture de l'exercice	418.086

Détail des recettes	
Subvention NF	2.216.000
Autres	0

Détail des dépenses	
Éthiopie	264.832
Mali	169.331
Nigéria	166.587
Ouganda	88.612

Nota : Les chiffres financiers pour SAFE fournis en 2017 sont sur la base de la comptabilité de caisse.



Le Président de la SAA, la Directrice exécutive et la Directrice générale avec Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, lors de la remise du Prix mondial de l'alimentation



Projet ACAI (Initiative agronomique sur le manioc africain) dans l'État d'Ogun, au Nigéria



Les Coordinateurs des thématiques de la SAA mettent en commun leurs expériences de terrain en Ouganda

4^e de couverture :

Un groupe de jeunes prestataires de services reçoit une formation sur l'opération et l'entretien des machines en Éthiopie

Tokyo

Siège SAA
5th Floor, Sasakawa Peace Foundation Bldg.,
1-15-16 Toranomon, Minato-ku,
Tokyo, 105-0001, JAPON

Addis Abeba

Bureau régional SAA
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
P.O. Box 24135, Code 1000
Addis Abeba, Éthiopie

Genève

c/o D@G – Dialogues Geneva
care of Jean F. Freymond
4 chemin des Pessules
1296 Coppet, Genève
Suisse



« *Nourrir l'avenir* »

Veillez consulter le site internet de la SAA : www.saa-safe.org
Courriel : info@saa-safe.org